



**PROGRAMME DES NATIONS UNIES
POUR L'ENVIRONNEMENT
PLAN D'ACTION POUR LA MÉDITERRANÉE**

29 Mai 2019
Originale : Anglais
Français

Quatorzième Réunion des Points Focaux Thématiques ASP/DB

Portorož, Slovenie, 18-21 juin 2019

Point 7 de l'ordre du jour : Mise en œuvre de la Feuille de Route de L'approche Écosystémique

7.3 Titre : Orientations méthodologiques sur le cadre régional commun pour la GIZC en Méditerranée

Orientations méthodologiques pour l'atteinte du Bon Etat Ecologique (BEE) par GIZC

Pour des raisons de coût et de protection de l'environnement, le tirage du présent document a été restreint. Il est aimablement demandé aux délégations d'apporter leur copie de ce document aux réunions et de s'abstenir de demander des copies supplémentaires.

Index

1. Introduction.....	2
2. Phase A – Matrice des interactions.....	3
3. Phase B - Analyse des dispositions des principaux documents du PNUE/PAM - système de la Convention de Barcelone.....	8
4. Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction.....	16
5. Phase C - Identification des recommandations opérationnelles	20
6. Appendice 2	66

Orientations méthodologiques pour l'atteinte du Bon Etat Ecologique (BEE) par GIZC

1. Introduction

Le Cadre Régional Commun (CRC) pour la Gestion Intégrée des Zones Côtières (GIZC) est un instrument stratégique destiné à faciliter la mise en œuvre du protocole GIZC, qui fournit des orientations principalement pour les niveaux régional (méditerranéen) et sous-régional (quatre sous-régions méditerranéennes, selon l'EcAp), sur la base d'une approche flexible qui peut être reproduite à des niveaux géographiques inférieurs (national, sous-national).

Le présent guide méthodologique vise à soutenir la mise en œuvre du protocole GIZC, dans le cadre du CRC, vers la réalisation des objectifs écologiques (OE) de l'EcAp, de manière coordonnée et intégrée avec le système du PNUE/PAM de la Convention de Barcelone (en synergie avec d'autres protocoles et documents clés connexes), et en tenant compte des instruments internationaux pertinents.

Les orientations méthodologiques proposées reposent sur trois grandes phases (figure 1) :

- **Phase A** - Elaboration d'une **matrice d'interactions** entre les OE de l'EcAp et les activités économiques et les éléments naturels et culturels qui ont une grande pertinence pour les zones côtières, selon le contenu du protocole GIZC (ci-après brièvement appelés « éléments du protocole GIZC »).
- **Phase B** - **Analyse détaillée des dispositions des principaux documents** faisant partie du système du PNUE/PAM de la Convention de Barcelone concernant les principales interactions entre les OE de l'EcAp et les éléments de la GIZC. L'analyse est réalisée par des clusters d'OE : 1. Biodiversité, 2. Pêches, 3. Côte et hydrographie, 4. Pollution et déchets.
- **Phase C** – Identification des **recommandations opérationnelles pour la mise en œuvre du CRC pour la GIZC** dans le but de contribuer à la réalisation des OE et du BEE de l'EcAp, de manière cohérente avec d'autres instruments du système de la Convention de Barcelone.

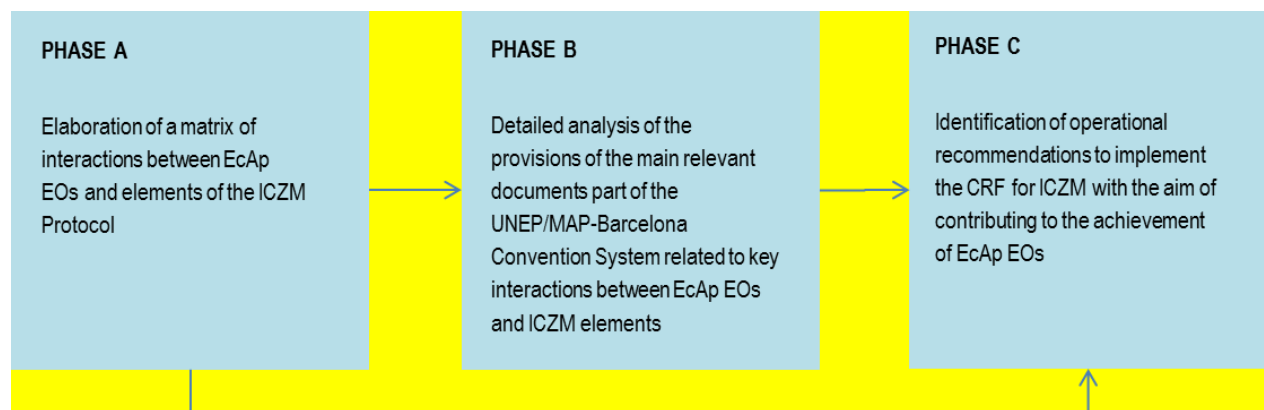


Figure 1: Phases du guide méthodologique.

Le présent document propose donc une méthodologie qui vise à identifier à terme (dans la phase C) un ensemble de recommandations opérationnelles qui, si nécessaire et le cas échéant, seront

étalonnées sur le contexte **géographique** et **temporel** spécifique considéré, ainsi que sur les **règles d'intégration des impacts cumulatifs** et **régulièrement mises à jour**.

Considérant que le CRC pour la GIZC devrait être considéré et géré comme un instrument pratique (qui interprète opérationnellement les dispositions du protocole GIZC de manière intégrée et synergique avec le système du PNUE/PAM de la Convention de Barcelone et les autres instruments régissant les questions liées à la GIZC, en les traduisant aux échelles régionale, sous régionale et nationale), une plate-forme informatique interactive spécifique devrait être mise en place en tant qu'outil opérationnel pour soutenir la mise en œuvre de ce processus. Cet outil informatique devrait être coordonné et soutenu par un centre d'information existant sur les données et intégré dans une plate-forme existante. La plate-forme permettrait aux décideurs et aux institutions concernées de :

- Trouver et télécharger tous les documents, données et informations nécessaires ;
- Télécharger les informations et données demandées ;
- Utiliser des outils spécialement conçus (par ex. matrices d'évaluation, indicateurs, etc.) ;
- Mettre à jour périodiquement les informations et les données saisies.

2. Phase A – Matrice des interactions

La première phase de l'orientation méthodologique consiste à élaborer une matrice d'interactions entre les OE de l'EcAp et les éléments du protocole GIZC. La matrice proposée est basée sur le principe de la **gestion écosystémique pour atteindre le BEE**, ainsi que sur les **principes d'intégration et d'impact cumulatif**, et consiste en des éléments de contrôle croisé du protocole GIZC avec les EO organisés en quatre clusters : 1. Biodiversité, 2. Pêches, 3. Côte et hydrographie, 4. Pollution et déchets. La matrice est développée et devrait être directement utilisée comme un outil d'évaluation visant à soutenir les mécanismes décisionnels aux différentes échelles (régionale, sous-régionale, nationale, infranationale) : **l'identification des échelles d'espace et temporelle** (court, moyen et à long terme) est donc une étape initiale essentielle de l'analyse globale (de la phase A à la phase C), y compris l'élaboration de la matrice des interactions.

Pour l'analyse à l'échelle régionale (c'est-à-dire toute la Méditerranée), la matrice contenue dans la décision IG. 23/7 de la COP 20 a été actualisée et intégrée sur la base des suggestions exprimées par les points focaux lors de la réunion tenue à Split les 26-27 septembre 2018 et le résultat de l'analyse des principaux documents examinés dans la phase B (figure 2)¹. La matrice est organisée comme suit :

Dans la première cellule en haut à gauche, la version abrégée des trois principaux objectifs du CRC pour la GIZC sont indiqués, à savoir : (i) utiliser la gestion écosystémique pour assurer le

¹ En particulier, des lignes ont été ajoutées le long de l'axe vertical : plus précisément, l'élément « activités maritimes » a été divisé en plusieurs lignes pour rendre compte correctement de l'hétérogénéité et des caractéristiques de ces activités. Des révisions mineures de la matrice ont également été introduites sur la base des résultats de l'analyse des principaux documents examinés dans la phase B (voir le tableau 8 en annexe). Le contenu de la matrice a été vérifié en le croisant avec les éléments du Rapport sur l'état de la qualité de la Méditerranée 2017 (QSR).

développement durable et l'intégrité de la zone côtière, de ses écosystèmes et de ses services et paysages connexes ; (ii) remédier aux aléas naturels et aux effets des catastrophes naturelles, en particulier l'érosion côtière et le changement climatique ; (iii) parvenir à une bonne gouvernance. Ils sont rappelés dans la matrice pour fournir un lien logique avec le champ d'application global du CRC et le protocole GIZC, depuis le début de l'analyse (phase A). Comme décrit dans la phase C, ces objectifs sont également utilisés pour encadrer la formulation des recommandations opérationnelles pour les interactions clés identifiées dans la matrice.

Dans l'AXE VERTICAL, les activités économiques et les éléments naturels (écosystèmes) et culturels (paysage, patrimoine culturel) qui ont une grande pertinence pour les zones côtières selon le protocole GIZC, sont identifiés. Ces éléments sont regroupés dans les trois composantes principales qui font un continuum dans toute la zone côtière (**zone côtière terrestre, interface terre-mer, zone côtière**, plus une catégorie spécifique faisant référence aux **îles**), en cohérence avec ce qui a été développé dans le domaine de la GIZC, de la PEM et des ITM. Malgré cette distinction, l'analyse des interactions entre les EO de l'EcAp et les éléments du protocole GIZC doit toujours tenir compte de l'intégrité (interconnexions) de toute la zone côtière. En outre, les éléments du protocole GIZC considérés se distinguent en deux catégories : les "**pressions**" (c'est-à-dire les activités qui provoquent des pressions sur le milieu côtier et marin), qui sont indiquées dans la matrice en bleu ; et « **état** » (composantes de l'environnement, c'est-à-dire les paysages côtiers, les forêts et les bois côtiers, le patrimoine culturel, la qualité de l'eau, l'habitat, etc.) ou « **impacts** » (c'est-à-dire l'érosion côtière), qui sont indiqués en noir dans la matrice.

Dans l'**AXE HORIZONTAL**, les OE de l'EcAp sont répertoriés et regroupés en quatre clusters identifiés par différentes couleurs. Les clusters de la biodiversité et de la pêche sont tous deux en bleu, mais différenciés par deux nuances de cette couleur, car elles sont fortement liées.

Les **couleurs des cellules** identifient la pertinence des interactions entre les OE de l'EcAp et les éléments du protocole GIZC : le rouge indique une pertinence élevée, le jaune une pertinence modérée, une faible pertinence pour le bleu, tandis que le blanc traduit l'absence d'interactions. Le niveau de pertinence devrait être évalué en tenant compte des connaissances sur les interactions et les interactions existantes qui sont attendues à l'avenir à la suite de programmes et de plans stratégiques connus.

Il est à noter que la matrice de la figure 2 illustre la compréhension actuelle des interactions entre les éléments de la GIZC et les OE à l'échelle de l'ensemble de la Méditerranée (échelle régionale). Cette évaluation peut changer en réponse aux conditions d'échelles, géographiques et temporelles spécifiques examinées par l'analyse. Par conséquent, trois aspects principaux devraient être pris en considération pour toute application de l'outil matriciel :

1. L'**échelle**, en référence à l'échelle de l'analyse, à savoir : régionale (toute la Méditerranée), sous-régionale, nationale ou locale.
2. Aspects **géographiques**, en référence aux caractéristiques spécifiques de la zone en cours d'évaluation. Les aspects géographiques doivent être pris en considération le long de l'interface terre-mer, afin de suivre le continuum géographique de la zone côtière (d'un pays à l'autre, en ajoutant des îles en tant que composante spécifique, le cas échéant).

3. L'aspect **temporel**, en référence à la période de l'analyse ; ainsi pourront être considérées les perspectives à court, moyen et long terme.

En effet, la matrice est un **outil dynamique** même lorsque l'échelle et les dimensions géographiques et temporelles de l'analyse sont fixées. Dès que de nouvelles données, informations et connaissances seront disponibles, il pourrait être nécessaire de mettre à jour l'évaluation matricielle.

La matrice elle-même peut être améliorée et détaillée en fonction de la disponibilité des informations et des priorités identifiées : les activités côtières et maritimes, examinées dans les dispositions du protocole GIZC et indiquées dans la matrice de la figure 1, peuvent être détaillées en fonction des pressions qu'elles génèrent et de la façon dont elles affectent l'écosystème. Divers outils peuvent être utilisés pour appuyer la mise à jour et l'amélioration de la matrice. L'une d'elles a été développée par MEDPOL, sur la base de l'approche bien connue du *DPSIR* (Forces motrices-pressions-état-impacts-réponses), qui est également recommandée au sein du système du PNUE/PAM. Une brève description de l'outil est incluse dans l'encadré 1, tandis qu'une illustration plus détaillée figure dans le document d'information « Exemple d'interactions globales entre l'IMAP et le cadre DPSIR appliqué à l'écosystème côtier et marin » (PNUE/MED WG. 463/Inf. 9).

Objectifs du CRC pour la GIZC		Objectif Ecologique (BEE/EcAp)										
		EO1 : Biodiversité	EO2 : Espèces non indigènes	EO6 : Intégrité des fonds marins	EO3 : Espèces exploitées commercialement	EO4 : Réseaux trophiques	EO7 : Hydrographie	EO8 : Ecosystèmes et paysages côtiers	EO5 : Eutrophisation	EO9 : Contaminants	EO10 : Déchets marins et côtiers	EO11 : Bruit
Activités économiques et culturelles du protocole GIZC	A TERRE											
	Agriculture	rouge	bleu	bleu	bleu	bleu	bleu	rouge	rouge	rouge	bleu	bleu
	Industrie	rouge	bleu	bleu	bleu	bleu	bleu	bleu	rouge	bleu	bleu	bleu
	Utilisation des ressources naturelles : mines	rouge	bleu	bleu	bleu	bleu	bleu	bleu	bleu	bleu	bleu	bleu
	Urbanisation	rouge	bleu	rouge	bleu	bleu	rouge	rouge	rouge	rouge	rouge	rouge
	Paysages côtiers	rouge	bleu	bleu	bleu	bleu	rouge	bleu	bleu	bleu	bleu	bleu
	Forêts et bois côtiers	bleu	bleu	bleu	bleu	bleu	rouge	rouge	bleu	bleu	bleu	bleu
	Patrimoine culturel	bleu	bleu	bleu	bleu	bleu	rouge	rouge	bleu	bleu	bleu	bleu
	INTERFACE TERRE-MER											
	Infrastructures : ports, défenses côtières et autres	rouge	rouge	bleu	bleu	bleu	rouge	rouge	bleu	rouge	rouge	rouge
	Energies - infrastructures	rouge	rouge	bleu	bleu	bleu	rouge	rouge	bleu	rouge	rouge	rouge
	Tourisme, sport et activités récréatives	bleu	rouge	rouge	bleu	bleu	rouge	rouge	bleu	rouge	rouge	rouge
	Utilisation des ress. nat. : usine de dessalement	bleu	bleu	bleu	bleu	bleu	rouge	rouge	bleu	rouge	rouge	rouge
	Zones humides et estuaires	rouge	bleu	bleu	bleu	bleu	rouge	rouge	bleu	rouge	rouge	rouge
	Dunes	bleu	bleu	bleu	bleu	bleu	rouge	rouge	bleu	rouge	rouge	rouge
	Patrimoine culturel	bleu	bleu	bleu	bleu	bleu	rouge	rouge	bleu	rouge	rouge	rouge
	Erosion côtière	rouge	bleu	bleu	bleu	bleu	rouge	rouge	bleu	rouge	rouge	rouge
	EN MER											
	Pêche	rouge	rouge	rouge	rouge	rouge	bleu	rouge	bleu	rouge	rouge	rouge
	Aquaculture	rouge	rouge	rouge	bleu	bleu	bleu	rouge	rouge	rouge	rouge	rouge
	Tourisme, sport et activités récréatives	bleu	rouge	rouge	rouge	rouge	rouge	rouge	bleu	rouge	rouge	rouge
	Activités maritimes : transport	rouge	rouge	rouge	rouge	rouge	rouge	rouge	rouge	rouge	rouge	rouge
	Activités maritimes : énergie offshore	rouge	rouge	rouge	rouge	rouge	rouge	rouge	rouge	rouge	rouge	rouge
	Activités maritimes : sable / extraction de minerai	rouge	rouge	rouge	rouge	rouge	rouge	rouge	rouge	rouge	rouge	rouge
	Activités maritimes : câbles et pipelines	rouge	rouge	rouge	rouge	rouge	rouge	rouge	rouge	rouge	rouge	rouge
	Habitats et espèces marines	rouge	rouge	rouge	rouge	rouge	rouge	rouge	rouge	rouge	rouge	rouge
	Patrimoine culturel	bleu	bleu	bleu	bleu	bleu	rouge	rouge	bleu	rouge	rouge	rouge
	ILE											
	Patrimoine culturel	bleu	bleu	bleu	bleu	bleu	rouge	rouge	bleu	rouge	rouge	rouge
	Erosion côtière	rouge	bleu	bleu	bleu	bleu	rouge	rouge	bleu	rouge	rouge	rouge

Figure 2 : Matrice des interactions entre les éléments du protocole GIZC et les OE (rouge = interaction très pertinente ; jaune = interaction de pertinence modérée ; bleu : interaction de faible pertinence ; blanc = non pertinence).

Encadré 1 – Exemple d'un outil pour l'analyse détaillée des interactions entre les OE de l'EcAp et les éléments du protocole GIZC

L'outil élaboré par MEDPOL considère que les méthodologies semi-quantitatives - telles que le système de tableaux ici considéré - sont recommandées et peuvent être appliquées lorsque l'évaluation quantitative n'est pas, ou n'est que partiellement, réalisable. Bien que ces systèmes ne soient pas quantitatifs, ils reposent sur le meilleur jugement d'expert disponible et fournissent une base pour identifier l'interdépendance entre les forces motrices, les pressions, les impacts, l'état et les réponses. Compte tenu du fait que les échelles de suivi et d'évaluation de l'IMAP doivent encore être mises à jour/approuvées et testées, la méthodologie des cartes de pointage semi-quantitatives est jugée utile pour répondre aux évaluations d'impact des processus complexes, tels que ceux qui se produisent dans la zone côtière.

Selon la méthodologie proposée pour la carte de pointage et comme le montre le modèle du tableau 6 (rapporté à l'appendice 2), les activités humaines qui nécessitent la côte sont classées comme des forces motrices. Le modèle classe chaque activité dans des typologies spécifiques et pour chaque typologie indique les pressions connexes, les états touchés et les impacts générés. De façon cohérente avec l'approche utilisée dans la matrice de la figure 2, l'analyse *DPSIR* est mise en œuvre sur la partie terrestre et maritime de la zone côtière.

Pour chaque chaîne d'éléments de l'analyse (force motrice économique > type d'activité > pression > état > impacts) le tableau fournit un lien vers l'objectif écologique (OE) connexe et les indicateurs communs (IC) du système de mesure de la Convention de Barcelone (c'est-à-dire IMAP) adoptés par les PC dans sa décision IG. 22/7 lors de leur 19^e réunion ordinaire (COP 19, Athènes, Grèce, 9-12 février 2016). La valeur ajoutée de la méthodologie proposée est de fournir une vision claire des exigences et des responsabilités du point de vue des systèmes de gestion et de mesure. En particulier, le tableau 6 de l'appendice 2 détaille les types d'activités (provenant des principales forces motrices), qui sont communément connus et alignés avec le système de mesure multidimensionnel IMAP actuel (avec leurs objectifs écologiques et indicateurs communs) pour traiter les scénarios actuels de pressions-état-impacts.

L'approche décrite ci-dessus est ensuite complétée par un outil Excel qui peut être utilisé pour une évaluation basée sur l'avis experts. La structure du fichier Excel reflète le contenu du modèle fourni dans le tableau 6 (voir appendice 2). D'une part, l'une des feuilles de calcul Excel (tableau 7 à l'appendice 2) permet d'estimer (en %) le nombre d'éléments (force motrice économique > type d'activité > pression > état > impacts) survenant dans la zone côtière qui ont le potentiel de la menacer. Les experts impliqués dans cette évaluation peuvent fournir une évaluation pour chaque type d'activité au moyen d'un score allant de 0/1 : 1 indique la présence du risque potentiel et 0 son absence. Le score final est alors exprimé en pourcentage, divisant la somme de tous les scores par le nombre d'éléments notés (types d'activité).

D'autre part, une feuille de calcul différente (tableau 8 à l'appendice 2) permet d'estimer l'ampleur des impacts (en %). Pour chaque type d'activité, les experts impliqués dans l'évaluation sont invités à exprimer un score de 0 à 3 : 0 indique l'absence d'impact, tandis que 1, 2 et 3 indiquent respectivement la présence d'un impact avec une magnitude faible, modérée et élevée. De même que l'analyse sur l'occurrence des menaces potentielles, le score final est exprimé en pourcentage et est obtenu par la division de la somme de tous les scores par le score théorique maximal (égal au nombre d'éléments marqués x 3). Il convient de noter que l'outil proposé ne fournit pas une définition a priori de la longueur du tronçon côtier où il convient d'appliquer la même chose ; cela doit être préalablement défini par les utilisateurs.

L'analyse complète est disponible dans le document d'information « Exemple d'interrelations globales entre IMAP et le cadre *DPSIR* appliqué à l'écosystème côtier et marin » (PNUE/MED WG. 463/Inf. 9).

3. Phase B - Analyse des dispositions des principaux documents du PNUE/PAM - système de la Convention de Barcelone

La partie initiale de la phase B se rapporte à l'identification des interactions les plus pertinentes entre les EO de l'EcAp et les éléments du protocole GIZC, sur la base de l'analyse effectuée dans la phase A. Il est à noter que différentes approches et méthodes peuvent être appliquées pour identifier de telles interactions, qui dépendent également de l'échelle spécifique d'analyse (régionale, sous-régionale, nationale, sous-nationale). Des exemples de méthodes de priorisation peuvent inclure : (i) la sélection des éléments du protocole GIZC avec le plus grand nombre de cellules rouges dans la matrice ; ou (ii) la sélection des éléments du protocole GIZC avec au moins un nombre minimal de cellules rouges dans la matrice ; etc. La hiérarchisation pourrait également se concentrer sur des interactions très importantes entre les facteurs de pression (activités humaines) et les OE (et l'état connexe de l'environnement) qui émergent fortement et clairement de l'analyse des informations disponibles et des connaissances des experts (par exemple, l'existence d'un problème environnemental bien connu dans un contexte donné).

La deuxième partie de la phase B présente une analyse détaillée des dispositions des principaux documents faisant partie du système du PNUE/PAM de la Convention de Barcelone concernant les principales interactions entre les OE de l'EcAp et les éléments du protocole GIZC précédemment identifiés. Aux fins de cette évaluation de niveau régional (Méditerranée entière), les interactions clés ont été identifiées en examinant les éléments du protocole GIZC qui montrent au moins une interaction hautement pertinente (celles en rouge dans la matrice de la figure 2) avec l'un des OE. Cette approche a permis de sélectionner tous les éléments du protocole GIZC inclus dans la matrice de la phase A dans le but spécifique de l'analyse de phase B à l'échelle régionale.

Pour chacun des éléments du protocole GIZC, l'analyse a identifié les principaux documents et instruments pertinents faisant partie du système du PNUE/PAM de la Convention de Barcelone (tableau 1) à examiner et les principaux éléments/dispositions stratégiques inclus dans ces documents. Le tableau 1 donne également une indication du degré de priorité (1 ou 2) de chaque document énuméré, ainsi que du lien vers la version officielle du document. L'analyse portait sur les documents de niveau 1. Les documents de niveau 2 n'ont pas été analysés en détail, mais ces documents ont été cités pour certains aspects spécifiques de la GIZC.

En tant que cadre général, les principales références internationales et européennes sur les différents sujets examinés sont également prises en considération et énumérées dans le tableau 2. Ces documents ont été considérés comme une base pour encadrer correctement l'interprétation des documents analysés dans le tableau 1 - qui demeurent au cœur de l'analyse - sachant que toutes les parties contractantes à la Convention de Barcelone ne font pas partie de celles-ci.

Le tableau 3 fournit le modèle qui a été utilisé pour lister les documents prioritaires énumérés dans le tableau 1 (en particulier ceux identifiés par l'Id n. 1-16). Pour chacun des éléments du protocole GIZC, qui se caractérise par une interaction pertinente avec l'OE, le tableau nécessite l'identification :

- des références au protocole GIZC (troisième colonne) ;
- des documents de priorité énumérés au tableau 1 qui sont pertinents pour cette interaction spécifique (quatrième colonne) ;
- des dispositions et lignes directrices incluses dans chacun des documents qui revêtent une pertinence pour l'interaction (cinquième colonne).

La référence à des documents plus spécifiques de niveau 2 énumérés dans le tableau 1 est également incluse, le cas échéant.

Les résultats de l'analyse effectuée des documents clés sont présentés dans le tableau 5 (voir appendice 1 du présent document), qui vise à fournir une sorte de « **manuel** » à consulter par les **utilisateurs en fonction de leur priorité spécifique**.

Enfin, il convient de noter que le tableau 1 comprend deux autres documents clés : la « Feuille de route pour la mise en œuvre de l'EcAp » (Id 17) et le « Rapport d'avancement sur l'application de la décision IG. 22/7 sur le programme intégré de suivi et d'évaluation de la mer et la côte en Méditerranée et les critères d'évaluation connexes (IMAP) » (Id 18) qui sont transversaux/intersectoriels par nature. Par conséquent, ces deux documents devraient appuyer l'analyse complète et peuvent être utilisés, ainsi que les résultats de la phase B, pour rédiger les recommandations opérationnelles, de manière cohérente avec l'ensemble du système visé, selon le processus de la phase C.

Le même processus doit être suivi lors de l'application de l'analyse de phase B à une échelle spatiale différente. Au-delà de ceux énumérés dans le tableau 1 (et dans le tableau 2), d'autres documents et instruments pourraient prendre une importance particulière à une échelle plus détaillée et devraient être examinés dans la phase B.

N.B : Pour le moment, il n'a été possible de faire la traduction en Français que pour les références qui concernent le protocole des Aires Spécialement Protégées et la Diversité Biologique (ASP/DB) dans les tableaux qui vont suivre.

Tableau 1 : Documents faisant partie de PNUE/PAM-Convention de Barcelone et pris en compte dans la phase B de l'analyse, classés par niveau de priorité (1 ou 2)

Id	Document	Priorité	Lien
Protocoles			
1	Protocole relatif aux aires spécialement protégées et diversité biologique en Méditerranée (Protocole ASP/DB)	1	http://www.rac-spa.org/sites/default/files/protocole_aspdb/protoccol_fr.pdf
2	Protocol for the Protection of the Mediterranean Sea against Pollution from Land-Based Sources and Activities (LBS Protocol)	1	http://wedocs.unep.org/bitstream/handle/20.500.11822/7096/Consolidated_LBS96_ENG.pdf?sequence=5&isAllowed=y
3	Protocol Concerning Cooperation in Preventing Pollution from Ships and, in Cases of Emergency, Combating Pollution of the Mediterranean Sea (Prevention and Emergency Protocol)	1	https://wedocs.unep.org/rest/bitstreams/2190/retrieve
4	Protocol for the protection of the Mediterranean Sea against pollution resulting from exploration and exploitation of the continental shelf and the seabed and its subsoil (Offshore Protocol)	1	https://wedocs.unep.org/rest/bitstreams/2336/retrieve
5	Protocol on the prevention of pollution of the Mediterranean Sea by transboundary movements of hazardous wastes and their disposal (Hazardous Wastes Protocol)	1	https://wedocs.unep.org/rest/bitstreams/2593/retrieve
6	Protocol for the Prevention and Elimination of Pollution of the Mediterranean Sea by Dumping from Ships and Aircraft or Incineration at Sea (Dumping Protocol)	1	http://wedocs.unep.org/bitstream/id/53181/95ig6_7_dumping_protocol_eng.pdf
Stratégies régionales			
7	Mediterranean Strategy for Sustainable Development 2016-2025	1	https://planbleu.org/sites/default/files/publications/mssd_2016-2025_final.pdf
8	Strategic Action Programme to address pollution from land-based activities (SAP-MED)	1	Sent by MEDPOL on 28.10.2018

Id	Document	Priorité	Lien
9	Programme d'Action Stratégique pour la conservation de la diversité Biologique en région Méditerranéenne – (PAS BIO (2003))	1	http://sapbio.rac-spa.org/sapbiofr.pdf
	Mise à jour du PAS BIO sur les questions de changement climatique (2009) <i>(Disponible en anglais uniquement : SAP BIO update on climate change (2009))</i>	2	http://www.rac-spa.org/sites/default/files/doc_climate_change/cca_med_adriatic.pdf http://www.rac-spa.org/sites/default/files/doc_climate_change/ccb_north_med_non_adriatic_and_israel.pdf http://www.rac-spa.org/sites/default/files/doc_climate_change/ccc_med_arab.pdf http://www.rac-spa.org/sites/default/files/doc_climate_change/ccd_synthesis.pdf
10	Regional Strategy for the Prevention of and Response to Marine Pollution from Ship (2016-2021)	1	http://www.rempec.org/rempec.asp?theIDS=1_87&theName=ABOUT%20REMPEC&theID=6&daChk=2&pgType=1
Autres cadres régionaux			
11	Cadre régional pour l'adaptation au changement climatique pour les aires côtières et marines méditerranéennes (CRACC)	1	http://wedocs.unep.org/bitstream/id/56762/rccaf_fre.pdf
Plans d'action thématiques (PA)			
12	Sustainable Consumption and Production (SCP) AP	1	https://wedocs.unep.org/bitstream/handle/20.500.11822/20731/unepmap_SCPAP_eng_web.pdf?sequence=1&isAllowed=y
13	Mediterranean Offshore AP in the framework the "Offshore Protocol"	1	http://www.rempec.org/rempec.asp?theIDS=1_165&theName=ABOUT%20REMPEC&theID=6&daChk=3&pgType=1
14	Mediterranean Strategy on Ships' Ballast Water Management	1	http://www.rempec.org/admin/store/wyswigImg/file/Prevention/Invasive%20species%20and%20ballast%20water/Strategy%20-%20ballast%20water/ANNEX%20II_Decision%2011%20-%20Ballast%20waters.pdf
19	PA pour la gestion du phoque moine	2	PA: http://www.rac-spa.org/sites/default/files/action_plans/monkap.pdf Stratégie: http://www.rac-spa.org/sites/default/files/doc_monackus/monk_seal_strategy.pdf (en anglais)
20	PA pour la conservation des tortues marines	2	PA: http://www.rac-spa.org/sites/default/files/action_plans/marine_turtles_ap_fr_en.pdf
21	PA pour la conservation des cétacés	2	http://www.rac-spa.org/sites/default/files/action_plans/ap_cetaceans_fr.pdf

Id	Document	Priorité	Lien
22	PA pour la conservation de la végétation marine	2	PA: http://www.rac-spa.org/sites/default/files/action_plans/apveg2012fr.pdf Calendrier de réalisation : http://www.rac-spa.org/sites/default/files/doc_vegetation/veg_work_program_01_06_2012.pdf
23	PA pour la conservation des espèces d'oiseaux inscrites en annexes II du protocole ASP/DB	2	PA: http://www.rac-spa.org/sites/default/files/action_plans/bird.pdf Calendrier de réalisation : http://www.rac-spa.org/sites/default/files/doc_birds/birds.pdf
24	PA pour la conservation des poissons cartilagineux (Chondrichtyens) en mer Méditerranée	2	http://www.rac-spa.org/sites/default/files/action_plans/elasmo.pdf
25	Plan d'action relatif aux introductions d'espèces et aux espèces envahissantes en mer Méditerranée	2	http://www.rac-spa.org/sites/default/files/action_plans/pa_alien_fr.pdf
26	Plan d'action pour la conservation du Coralligène et des autres bio-constructions de Méditerranée	2	http://www.rac-spa.org/sites/default/files/action_plans/pa_coral_fr.pdf
27	Plan d'action pour la conservation des habitats et espèces associés aux monts sous-marins, aux grottes sous-marines et canyons, aux fonds durs aphotiques et phénomènes chimio-synthétiques en mer Méditerranée (Plan d'Action pour les Habitats Obscurs)	2	http://www.rac-spa.org/sites/default/files/action_plans/dark_habitats_ap.pdf
Plans régionaux (PR) adoptés en conformité avec les dispositions du SAP MED			
15	RP on Marine Litter Management in the Mediterranean	1	Decision IG.21/7 - Regional Plan on Marine Litter Management in the Mediterranean in the Framework of Article 15 of the Land Based Sources Protocol ((sent by Zeljka on 29.10.2018) Decision IG.22/10 - Implementing the Marine Litter Regional Plan in the Mediterranean (sent by Zeljka on 29.10.2018)

Id	Document	Priorité	Lien
28	RP on the reduction of inputs of Mercury; RP on the reduction of BOD5 in the food sector; on the phasing out of Hexabromodiphenyl ether, Hetabromodiphenyl ether, Tetrabromodiphenyl ether, and Pentabromodiphenyl ether; RP on the on the phasing out of lindane and endosulfane; RP on the phasing out of perfluorooctane sulfonic acid, its salts, and perfluorooctane sulfonyl fluoride; RP on the elimination of Alpha hexachlorocyclohexane, Betahexachlorocyclohexane, Chlordecone, Hexabromobiphenyl, and Pentachlorobenzene	2	Draft decision IG.20/8 - Regional Plans in the framework of Article 15 of the Land Based Sources and Activities Protocol of the Barcelona Convention (sent by MEDPOL on 28.10.2018)
29	RP on the Phasing Out of DDT; RP on the reduction of BOD5 from urban waste water; RP on the elimination of Aldrin, Chlordane, Dieldrin, Endrin, Heptachlor, Mirex, and Toxaphene	2	Decision IG.19/9 "Regional Plan on the phasing out of DDT in the framework of the implementation of Article 15 of the LBS Protocol" (sent by MEDPOL on 28.10.2018) Decision IG.19/7 "Regional Plan on the reduction of BOD5 from urban waste water in the framework of the implementation of Article 15 of the LBS Protocol" (sent by MEDPOL on 28.10.2018) Decision IG.19/8 "Regional Plan on the elimination of Aldrin, Chlordane, Dieldrin, Endrin, Heptachlor, Mirex and Toxaphene in the framework of the implementation of Article 15 of the LBS Protocol" (Sent by MEDPOL on 28.10.2018)
Feuilles de route			
16	Feuille de route des AMP	1	http://www.rac-spa.org/sites/default/files/action_plans/fdr_fr.pdf
17	Feuille de route de la mise en œuvre de l'EcAp	1	Décision IG.20/4- Mise en œuvre de la feuille de route pour l'approche écosystémique du PAM : objectifs écologiques et opérationnels pour la Méditerranée, indicateurs et calendrier de mise en œuvre de la feuille de route pour l'approche écosystémique
Autres			
18	Rapport d'avancement sur la mise en œuvre de la Décision IG.22/7 sur le Programme de surveillance et d'évaluation intégrées de la mer et des côtes méditerranéennes et Critères d'évaluation connexes	1	Envoyé par MEDPOL le 19.10.2018

Tableau 2 : Principales références internationales et européennes en la matière, à prendre en compte pour encadrer l'analyse détaillée

Id	Pour le cadre général, références aux niveaux international et européen	
a	UN Convention on the Law of the Sea (UNCLOS)	http://www.un.org/depts/los/convention_agreements/texts/unclos/unclos_e.pdf
b	IMO system (conventions adopted under the auspices of IMO. i.e. MARPOL 73/78, London Convention and London Protocol)	<p data-bbox="875 329 1087 354">http://www.imo.org</p> <p data-bbox="875 367 1136 391">Key IMO Conventions</p> <ul data-bbox="875 407 1923 574" style="list-style-type: none"> <li data-bbox="875 407 1808 431">• International Convention for the Safety of Life at Sea (SOLAS), 1974, as amended <li data-bbox="875 448 1923 505">• International Convention for the Prevention of Pollution from Ships, 1973, as modified by the Protocol of 1978 relating thereto and by the Protocol of 1997 (MARPOL) <li data-bbox="875 521 1860 574">• International Convention on Standards of Training, Certification and Watch keeping for Seafarers (STCW) as amended, including the 1995 and 2010 Manila Amendments <p data-bbox="875 591 1808 615">Other conventions relating to maritime safety and security and ship/port interface</p> <ul data-bbox="875 631 1944 1232" style="list-style-type: none"> <li data-bbox="875 631 1944 656">• Convention on the International Regulations for Preventing Collisions at Sea (COLREG), 1972 <li data-bbox="875 672 1709 696">• Convention on Facilitation of International Maritime Traffic (FAL), 1965 <li data-bbox="875 712 1478 737">• International Convention on Load Lines (LL), 1966 <li data-bbox="875 753 1671 777">• International Convention on Maritime Search and Rescue(SAR), 1979 <li data-bbox="875 794 1923 878">• Convention for the Suppression of Unlawful Acts Against the Safety of Maritime Navigation (SUA), 1988, and Protocol for the Suppression of Unlawful Acts Against the Safety of Fixed Platforms located on the Continental Shelf (and the 2005 Protocols) <li data-bbox="875 894 1545 919">• International Convention for Safe Containers (CSC), 1972 <li data-bbox="875 935 1793 959">• Convention on the International Maritime Satellite Organization (IMSO C), 1976 <li data-bbox="875 976 1944 1089">• The Torremolinos International Convention for the Safety of Fishing Vessels (SFV), 1977, superseded by the 1993 Torremolinos Protocol; Cape Town Agreement of 2012 on the Implementation of the Provisions of the 1993 Protocol relating to the Torremolinos International Convention for the Safety of Fishing Vessels <li data-bbox="875 1105 1944 1162">• International Convention on Standards of Training, Certification and Watch keeping for Fishing Vessel Personnel (STCW-F), 1995 <li data-bbox="875 1179 1944 1232">• Special Trade Passenger Ships Agreement (STP), 1971 and Protocol on Space Requirements for Special Trade Passenger Ships, 1973 <p data-bbox="875 1248 1566 1273">Other conventions relating to prevention of marine pollution</p> <ul data-bbox="875 1289 1913 1411" style="list-style-type: none"> <li data-bbox="875 1289 1913 1346">• International Convention Relating to Intervention on the High Seas in Cases of Oil Pollution Casualties (INTERVENTION), 1969 <li data-bbox="875 1362 1902 1411">• Convention on the Prevention of Marine Pollution by Dumping of Wastes and Other Matter (LC), 1972 (and the 1996 London Protocol)

Id	Pour le cadre général, références aux niveaux international et européen	
		<ul style="list-style-type: none"> • International Convention on Oil Pollution Preparedness, Response and Co-operation (OPRC), 1990 • Protocol on Preparedness, Response and Co-operation to pollution Incidents by Hazardous and Noxious Substances, 2000 (OPRC-HNS Protocol) • International Convention on the Control of Harmful Anti-fouling Systems on Ships (AFS), 2001 • International Convention for the Control and Management of Ships’ Ballast Water and Sediments, 2004 • The Hong Kong International Convention for the Safe and Environmentally Sound Recycling of Ships, 2009 <p>Conventions covering liability and compensation</p> <ul style="list-style-type: none"> • International Convention on Civil Liability for Oil Pollution Damage (CLC), 1969 • 1992 Protocol to the International Convention on the Establishment of an International Fund for Compensation for Oil Pollution Damage (FUND 1992) • Convention relating to Civil Liability in the Field of Maritime Carriage of Nuclear Material (NUCLEAR), 1971 • Athens Convention relating to the Carriage of Passengers and their Luggage by Sea (PAL), 1974 • Convention on Limitation of Liability for Maritime Claims(LLMC), 1976 • International Convention on Liability and Compensation for Damage in Connection with the Carriage of Hazardous and Noxious Substances by Sea (HNS), 1996 (and its 2010 Protocol) • International Convention on Civil Liability for Bunker Oil Pollution Damage, 2001 • Nairobi International Convention on the Removal of Wrecks, 2007 <p>Other subjects</p> <ul style="list-style-type: none"> • International Convention on Tonnage Measurement of Ships (TONNAGE), 1969 • International Convention on Salvage (SALVAGE), 1989 <p>Convention establishing IMO</p> <ul style="list-style-type: none"> • Convention on the International Maritime Organization
c	Espoo Convention and Kiev Protocol (SEA/EIA)	http://www.unece.org/fileadmin/DAM/env/eia/Publications/2015/ECE.MP.EIA.21_Convention_on_Environmental_Impact_Assessment.pdf https://www.unece.org/fileadmin/DAM/env/eia/documents/legaltexts/protocolenglish.pdf
d	CCNUCC sur le changement climatique	https://unfccc.int/fr

Id	Pour le cadre général, références aux niveaux international et européen	
		Texte de la Convention: https://unfccc.int/resource/docs/convkp/convfr.pdf Protocole de Kyoto: http://unfccc.int/cop4/resource/docs/cop3/kpfrench.pdf
e	UNECE Convention on Access to Information, Public Participation in Decision-making and Access to Justice in Environmental Matters (Aarhus Convention)	https://www.unece.org/fileadmin/DAM/env/pp/documents/cep43e.pdf
f	Convention sur la Diversité Biologique	https://www.cbd.int/convention/text/
g	Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage (CMS/ Convention de Bonn)	https://www.cms.int/sites/default/files/instrument/CMS_text_fre.PDF
h	Convention relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel de l'Europe (Convention de Bern)	https://www.coe.int/fr/web/conventions/full-list/-/conventions/rms/0900001680078aff
i	4. Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction	https://www.cites.org/sites/default/files/fra/disc/CITES-Convention-FR.pdf
j	Conventions and instruments adopted under the auspices of FAO and the General Fisheries Commission for the Mediterranean Strategy Textes et instruments adoptés sous les auspices de la FAO et la Commission générale des pêches pour la stratégie Méditerranéenne	FAO. Code de conduite pour une pêche responsable (<i>CCRF</i>) http://www.fao.org/3/a-i5450f.pdf http://www.fao.org/3/a-i7340f.pdf
k	Directives de l'UE Natura 2000	https://www.europedirectpyrenees.eu/wp-content/uploads/Directives_habitat_oiseaux.pdf
l	IMP	EU Integrated Maritime Policy, including the following extended list of documents (to be refined) <ul style="list-style-type: none"> • Progress Report (11.09.2012) and Annex to the Progress Report (11.09.2012) • Integrated Maritime Policy work programme (12.03.2012) • Regulation (EU) No 1255/2011 of the European Parliament and of the Council of 30 November 2011 establishing a Programme to support the further development of an Integrated Maritime Policy (05.12.2011)

Id	Pour le cadre général, références aux niveaux international et européen	
		<ul style="list-style-type: none"> • Progress Report (15.10.2009) and Annex to the Progress Report listing all actions from the Action Plan (15.10.2009) • "Blue Book" - Communication on an Integrated Maritime Policy for the European Union (10.10.2007) • Guidelines to Member States on an Integrated Approach to Maritime Policy • Communication on the international dimension of the Integrated Maritime Policy
m	EU Water Framework and Flood Directives	https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=CELEX:32000L0060 https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=CELEX:32007L0060
n	Directive-cadre « Stratégie pour le milieu marin » de l'UE	https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX%3A32008L0056
o	Directive européenne pour la planification de l'espace maritime (PEM)	https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX%3A32014L0089
p	La politique commune de la pêche (PCP)	https://ec.europa.eu/fisheries/cfp_fr

Tableau 1 : Modèle de tableau pour l'analyse des principaux documents (tableau 1) pour les principales interactions liées aux éléments de pression et état/impacts du protocole GIZC

Interactions relatives aux activités clés (pression)					
Interactions identifiées		Dispositions du protocole GIZC	Instruments juridiques et politiques	Dispositions et directives connexes	
Zone côtière à terre	<i>Spécifiez l'interaction clé mise en surbrillance en rouge dans la matrice de la figure 2 par ex. agriculture</i>	<i>Préciser les principales dispositions pertinentes du protocole GIZC Art., co., lett.</i>	<i>Id. et nom des documents pertinents du Erreur ! Source du r envoi introuvable.</i>	<i>Brève description des principaux éléments pertinents</i>	
Interaction terre-mer	<i>Spécifiez l'interaction clé mise en surbrillance en rouge dans la matrice de la Figure 2. par ex. infrastructures : ports, défense côtière et autres infrastructures côtières</i>	<i>Art., co., lett.</i>	<i>Id. et nom des documents pertinents du Erreur ! Source du r envoi introuvable.</i>	<i>Brève description des principaux éléments pertinents</i>	
Zone côtière vers la mer	<i>Spécifiez l'interaction clé mise en surbrillance en rouge dans la matrice de la Figure 2 par ex. pêche</i>	<i>Art., co., lett.</i>	<i>Id. et nom des documents pertinents du Erreur ! Source du r envoi introuvable.</i>	<i>Brève description des principaux éléments pertinents</i>	

Interactions liées à l'état et aux impacts sur les zones côtières et marines

Interactions identifiées		Dispositions pertinentes du protocole GIZC	Instruments juridiques et politiques pertinents	Dispositions et directives connexes
Zone côtière à terre	<i>Spécifiez l'interaction clé mise en surbrillance en rouge dans la matrice de la Figure 2 par ex. paysages côtiers</i>	<i>Préciser les principales dispositions pertinentes du protocole GIZC Art., co., lett.</i>	<i>Id. et nom des documents pertinents du Erreur ! Source du r envoi introuvable.</i>	<i>Brève description des principaux éléments pertinents</i>
Interaction terre-mer	<i>Spécifiez l'interaction clé mise en surbrillance en rouge dans la matrice de la Figure 2 par ex. érosion côtière</i>	<i>Art., co., lett.</i>	<i>Id. et nom des documents pertinents du Erreur ! Source du r envoi introuvable.</i>	<i>Brève description des principaux éléments pertinents</i>
Zone côtière vers la mer	<i>Spécifiez l'interaction clé mise en surbrillance en rouge dans la matrice de la Figure 2 par ex. habitats marins</i>	<i>Art., co., lett.</i>	<i>Id. et nom des documents pertinents du Erreur ! Source du r envoi introuvable.</i>	<i>Brève description des principaux éléments pertinents</i>

5. Phase C - Identification des recommandations opérationnelles

Sur la base des résultats des phases A et B, la troisième phase (C) de l'orientation méthodologique vise à élaborer des recommandations opérationnelles pour mettre en œuvre le CRC sur la GIZC en vue de la réalisation des OE de l'EcAp. Il est utile de se rappeler que les recommandations opérationnelles dépendent strictement de l'échelle spatiale (régionale, sous-régionale, nationale, sous-nationale ou locale) et temporelle (à court, moyen et long terme) de l'analyse, qui doivent être identifiées au début du processus méthodologique. En outre, ils doivent se concentrer sur les éléments du protocole GIZC qui montrent les interactions les plus pertinentes avec les OE de l'EcAp (interactions prioritaires), selon les phases précédentes et pour lesquels les documents de politique sont analysés dans la phase B.

Les recommandations opérationnelles devraient donc être élaborées pour chaque interaction prioritaire et en relation avec les deux premiers objectifs principaux du CRC sur la GIZC (en rappelant que le troisième objectif de la « bonne gouvernance » est transversal aux deux autres) :

- Assurer le développement durable et l'intégrité de la zone côtière, de ses écosystèmes et de ses services et paysages connexes, de manière à :
 - Engager le processus par lequel les secteurs concernés peuvent assurer une utilisation durable des ressources naturelles ; et
 - Améliorer la protection des écosystèmes côtiers et marins et la préservation des services écosystémiques connexes.
- Traiter les aléas naturels et les effets des catastrophes naturelles - en particulier l'érosion côtière et d'autres impacts liés au climat - contribuant ainsi à réduire, autant que possible, les facteurs de risque, qui peuvent empêcher la réalisation des OE de l'EcAp.

Il convient de noter que certains des éléments retenus pourraient faire l'objet de recommandations identiques ou similaires. Dans ce cas, il est préférable de les regrouper, comme dans les exemples signalés dans les cases 2 et 3 suivantes, respectivement pour les activités côtières et maritimes et les éléments naturels et culturels considérés par le protocole GIZC.

Encadré 3 – Exemple de regroupement en cluster des activités côtières et maritimes

Les activités côtières et maritimes (pressions) examinées dans les dispositions du protocole GIZC peuvent être classées en clusters comme suit :

Les activités à terre, qui peuvent être distinguées ensuite en :

- Les activités économiques terrestres : (i) l'agriculture, en mettant particulièrement l'accent sur les substances et les nutriments dangereux ; (ii) l'industrie, en mettant particulièrement l'accent sur les substances dangereuses ; (iii) l'exploitation minière, en mettant particulièrement l'accent sur les substances dangereuses ;
- L'étalement urbain : se concentrer sur la dégradation physique (turbidité des sédiments) et la production de déchets, de substances dangereuses (synthétiques) et de nutriments.

Les activités se produisant principalement à l'interface terre-mer, qui peuvent être encore distinguées en :

- Les activités localisées: (i) les ports, les défenses côtières et les autres infrastructures côtières, en mettant particulièrement l'accent sur la dégradation physique (turbidité des sédiments, abrasion des habitats) et les substances dangereuses; (ii) les infrastructures énergétiques le long de la côte, en mettant particulièrement l'accent sur la dégradation physique et la perturbation biologique; (iii) les installations de dessalement, en mettant particulièrement l'accent sur les perturbations biologiques;
- Les activités diffuses : tourisme et activités récréatives sur la côte. L'accent est mis sur les impacts directs (perturbation, utilisation des ressources biotiques, etc.) et indirects (augmentation de la production de contaminants et de déchets marins, etc.) sur la faune, la flore et les habitats naturels.

Les activités en mer, qui peuvent être encore distinguées en :

- Les activités fondées sur les ressources naturelles : (i) la pêche, en mettant particulièrement l'accent sur la dégradation physique (chalutage) et la perturbation biologique ; (ii) l'aquaculture marine, en mettant particulièrement l'accent sur la dégradation physique et la dissémination des nutriments et des déchets dangereux.
- Les activités basées sur l'infrastructure et les solutions en dur : (i) l'énergie offshore, en mettant particulièrement l'accent sur la dégradation physique et les substances dangereuses ; (ii) l'extraction du sable et l'exploitation minière, en mettant particulièrement l'accent sur la dégradation physique et la substance dangereuse ; (iii) les câbles et pipelines marins, en mettant particulièrement l'accent sur la dégradation physique et la perturbation biologique.
- Les activités liées aux navires : (i) Tourisme et activités récréatives en mer (y compris le yachting et la croisière), en mettant particulièrement l'accent sur l'abrasion physique et la perturbation de la faune ; (ii) le transport maritime, en mettant particulièrement l'accent sur la pollution sonore, les déchets et les substances dangereuses, la perturbation et l'impact direct (collision) sur la faune, les perturbations biologiques (introduction d'espèces non indigènes).

Encadré 4 – Exemple de sous-catégories pour la grande catégorie « préserver le patrimoine naturel et culturel et prendre en compte les risques »

Les questions d'état et d'impact (liées à l'environnement naturel et au patrimoine culturel) examinées dans les dispositions du protocole GIZC peuvent être classées comme suit :

- Préservation de la biodiversité.
- Préservation des écosystèmes vulnérables ; le protocole GIZC mentionne les écosystèmes côtiers et marins spécifiques suivants : les forêts et les bois côtiers, les dunes, les zones humides et les estuaires, les espèces marines et les habitats, et les îles.
- Préservation du patrimoine culturel, en particulier du patrimoine archéologique et historique, y compris le patrimoine culturel subaquatique.
- Préservation des paysages côtiers
- Améliorer les connaissances sur les écosystèmes, notamment : inventaires, mécanismes de suivi et d'observation et réseaux.
- Aborder le risque, en particulier l'érosion côtière.

Les recommandations opérationnelles peuvent être de nature différente et devraient se concentrer sur les aspects **d'évaluation et de gestion**. Etant donné que les aspects de gouvernance sont au cœur du protocole GIZC et du CRC, chaque recommandation opérationnelle devrait également être examinée d'un point de vue de la gouvernance pour leur bonne mise en œuvre.

Une fois identifiées, les recommandations opérationnelles peuvent **être organisées selon le modèle commun** proposé dans le tableau 4. Le modèle est organisé comme suit :

- la première colonne identifie l'interaction prioritaire (ou groupe d'interactions) pour laquelle des recommandations opérationnelles sont élaborées ;
- la deuxième colonne contient les recommandations opérationnelles ;
- la troisième colonne permet de proposer des indicateurs de progrès pour suivre la mise en œuvre de chaque recommandation opérationnelle ;
- les quatrième et cinquième colonnes sont utilisées pour indiquer à quel objectif principal du CRC pour la GIZC la recommandation proposée est liée : soit l'une des deux, soit même les deux ;
- la sixième colonne peut être utilisée pour préciser les aspects visés par les recommandations opérationnelles identifiées : évaluation (E), gestion (GE) et/ou gouvernance (GO).

Comme il est expressément mentionné dans le document principal du CRC sur la GIZC, il est bien connu et communément reconnu que la coordination et l'intégration (à travers les niveaux verticaux de la gouvernance et horizontalement entre les différents secteurs), ainsi que la participation des parties prenantes, sont composantes essentielles du processus GIZC. La mise en œuvre de toutes les phases de cette orientation méthodologique, et en particulier de la phase C, exige donc la création ou l'utilisation d'un mécanisme déjà façonné permettant l'engagement des parties prenantes et l'amélioration des politiques, des stratégies, des plans et des pratiques l'intégration et la coordination. Cela permettra la cogénération des recommandations opérationnelles et améliorera leur appropriation, ce qui est essentiel pour leur mise en œuvre.

L'approche par étapes en trois phases est illustrée à la figure 3.

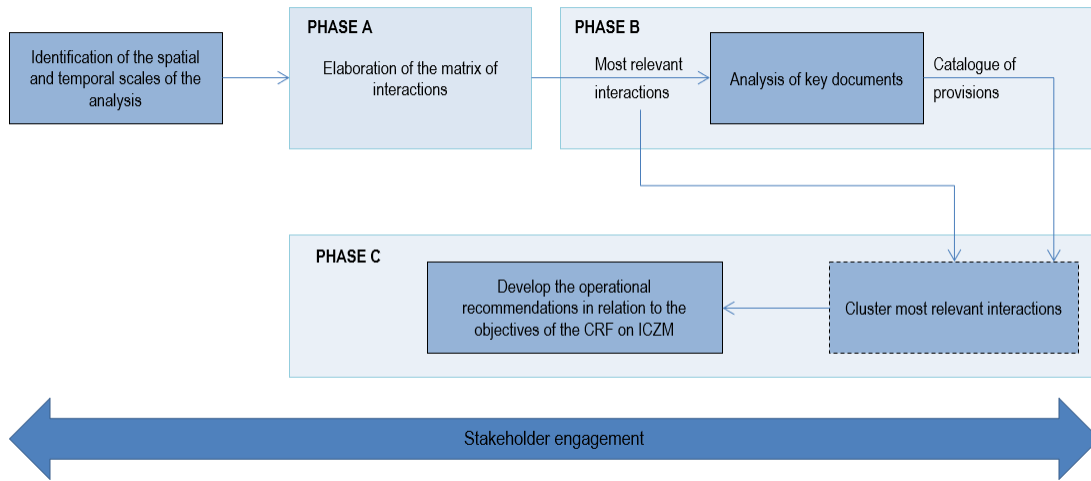


Figure 3 : L’approche par étapes à la formulation des recommandations opérationnelles

Tableau 5 : Analyse des principaux documents du Tableau 4 concernant les interactions entre les problèmes de la GIZC et les OE (Figure 2).

Interactions liées aux activités en jeu (pression)				
Interactions identifiées		Dispositions pertinentes du Protocole GIZC	Instruments juridiques et politiques pertinents	Dispositions et directives connexes
Zone côtière vers la terre	Agriculture	Art. 9, co. 1 et 2, lett. a Art. 5, co. 1, lett. c (utilisation de l'eau) et Art. 6 Art. 8 Articles 17 et 18; 14, 19 et 27	2. LBS Protocol	Articles 5, 7 and 15: Parties shall elaborate action plans, programmes and measures to reduce LBS pollution, with priority to toxic, persistent, liable to bioaccumulation substances. Article 6: point source discharge strictly subjected to authorization and regulation. Agriculture and animal husbandry (Annex I) are sectors of activity to be taken into consideration to this regard.
			8. SAP-MED	Chapter 5: Targets and proposed activities at regional and national levels for the prevention, reduction and elimination of pollution; to be implemented through NAP (Chapter 10). Section 5.2.5 provides specific targets and actions for (intensive) agriculture and aquaculture in relation to nutrient loads .
			12. SCP AP	Operational objectives and actions 1 – focused also on agriculture, e.g.: adopt good agriculture practices (1.1), life cycle approach in food and fisheries processing (1.1), green financing for sustainable farming (1.2), information and education campaigns (1.3), etc.
			15. RP on Marine Litter	Article 17 – Major agriculture stakeholders shall be involved in the implement of the regional plan and related actions
			28. RP on the reduction of inputs of Mercury; RP on the reduction of BOD5 in the food sector; on the phasing out of Hexabromodiphenyl ether, Hetabromodiphenyl ether, Tetrabromodiphenyl ether, and Pentabromodiphenil ether; RP on the on the phasing out of lindane and endosulfane; RP on the phasing out of perfluorooctane sulfonic acid, its salts, and perfluorooctane sulfonyl fluoride; RP on the elimination of Alpha hexachlorocyclohexane, Beta hexachlorocyclohexane, Chlordecone, Hexabromobiphenyl, and Pentachlorobenzene.	
			29. RP on the Phasing Out of DDT; RP on the reduction of BOD5 from urban waste water; RP on the elimination of Aldrin, Chlordane, Dieldrin, Endrin, Heptachlor, Mirex, and Toxaphene.	
			5. Hazardous Wastes Protocol	Article 8: regional cooperation for clean production method concerning wastes from production, formulation and use of biocides and phytopharmaceuticals (Annex I) in agriculture including land treatment (Annex III)
	1. Protocole ASP/DB	Même en ce qui concerne des activités telles que l'agriculture, toutes les mesures nécessaires doivent être prises pour protéger, préserver et gérer de manière durable et respectueuse de l'environnement les espèces de la flore et de la faune		

Interactions identifiées	Dispositions pertinentes du Protocole GIZC	Instruments juridiques et politiques pertinents	Dispositions et directives connexes
			<p>menacées ou en voie de disparition, ainsi que les zones de grande valeur naturelle ou culturelle (art. 3). Dans le processus de planification qui pourrait affecter de manière significative les aires protégées, les espèces et leurs habitats, évaluer et prendre en compte les éventuels impacts directs ou indirects, immédiats ou à long terme, y compris l'impact cumulatif des projets et activités envisagés par les études d'impact sur l'environnement (art. 17).</p>
		9.PAS BIO	<p>Le PAS BIO est le document de base de CPR et de l'EcAp, qui fournit les principales mesures et des actions prioritaires concrètes et coordonnées, des cibles pertinentes, objectifs ainsi que des actions spécifiques au niveau national, transfrontalier et régional pour la conservation de la biodiversité marine et côtière méditerranéenne, dans le cadre d'une utilisation durable et à travers l'implémentation du Protocole ASP/DB.</p> <p>Objectifs : Améliorer les connaissances ; gestion des AP marines et côtières ; protection des espèces et des habitats menacés ; renforcement de la législation et développement des capacités, efforts de collecte de fonds. Entre autres, appuyer les actions concrètes et pratiques visant à promouvoir les politiques sectorielles favorables à la bio-conservation, les procédures et les techniques, notamment celles qui sont liées à l'agriculture.</p>
		7. MSSD 2016-2025	<p>Objective (Obj.) 1 (Sustainable Development Goal-SDG14): Ensuring sustainable development in marine and coastal areas. Strategic Directions (SD) complemented by national and regional actions: Strengthen implementation of and compliance with the Barcelona System and related; Establish and enforce regulatory mechanisms, including MSP, to prevent and control unsustainable open ocean resource exploitation.</p> <p>Obj.2 (SDG 2, 15, 6): Promoting resource management, food production and food security through sustainable forms of rural development. SD: conservation and use of indigenous or traditional plant varieties and domestic animal breeds, valuing traditional knowledge and practices in rural management decisions, access of local producers to distribution channels and markets, including the tourism market.</p>

Interactions identifiées	Dispositions pertinentes du Protocole GIZC	Instruments juridiques et politiques pertinents	Dispositions et directives connexes	
			<p>Obj.4 (SDG 13): Addressing climate change as a priority issue for the Mediterranean. SD: Increase scientific knowledge, raise awareness, develop technical capacities to deal with climate change and ensure informed decision-making at all levels, recognising and protecting the climate adaptation and mitigation services of natural ecosystems; Accelerate the uptake of climate smart and climate resilient responses; Leverage existing and emerging climate finance mechanisms, including international and domestic instruments, and enhance the engagement of the private and finance sectors; Encourage institutional, policy and legal reforms for the effective mainstreaming of climate change responses into national and local development frameworks, particularly in the energy sector.</p> <p>Obj.5 (SDG 8 9, 12): Transition towards a green and blue economy. SD: Create green and decent jobs for all; Review the definitions and measurement of development, progress and well-being; Promote sustainable consumption and production patterns; Encourage environmentally-friendly and social innovation; Promote the integration of sustainability principles and criteria into decision-making on public and private investment; Ensure a greener and more inclusive market that integrates the true environmental and social cost of products and services to reduce social and environmental externalities. Target: By 2025, the majority of Mediterranean Countries are committed to green or sustainable public procurement programmes.</p>	
	Industrie	Art. 9, co. 1 et 2, lett. a Articles 5 et 6 Art. 8 Art 23, co. 2	2. LBS Protocol	<p>Articles 5, 7 and 15: Parties shall elaborate action plans, programmes and measures to reduce LBS pollution, with priority to toxic, persistent, liable to bioaccumulation substances. Article 6: point source discharge strictly subjected to authorization and regulation. Industry (Annex I) is one of the sectors of activity to be taken into consideration to this regard.</p>
			11. CRACC	Orientation stratégique 4.1 (Comprendre la vulnérabilité) – Les priorités incluent : la vulnérabilité et les interactions des secteurs , y compris l' agriculture et sylviculture, gestion des ressources hydriques .
		8. SAP-MED	Chapter 5: Targets and proposed activities at regional and national levels for the prevention, reduction and elimination of pollution, to be implemented through NAP	

Interactions identifiées	Dispositions pertinentes du Protocole GIZC	Instruments juridiques et politiques pertinents	Dispositions et directives connexes
	Articles 17 et 18; 14, 19 et 27		(Chapter 10). Chapter 5.2 focuses on industry : (1) substances that are toxic, persistent and liable to bioaccumulation, (2) other heavy metals, (3) organohalogen compounds, (4) radioactive substances, (5) nutrients and suspended solids, (6) hazardous waste.
		12. SCP AP	Operational objectives and actions 2 – focused on goods manufacturing, e.g.: promote Best Available Technologies (BAT) and Best Environmental Practices (BEPs) (2.1), in particular in waste management, cost accounting and market-based instruments (2.2), etc.
		15. RP on Marine Litter	Article 17 – Major industry stakeholders shall be involved in the implement of the regional plan and related actions. Article 9 Prevention of marine litter - (3g): establish procedures and manufacturing methodologies together with plastic industry to minimize the decomposing characteristics of plastics, to reduce micro-plastic.
			28. RP on the reduction of inputs of Mercury; RP on the reduction of BOD5 in the food sector; on the phasing out of Hexabromodiphenyl ether, Hetabromodiphenyl ether, Tetrabromodiphenyl ether, and Pentabromodiphenil ether; RP on the on the phasing out of lindane and endosulfane; RP on the phasing out of perfluorooctane sulfonic acid, its salts, and perfluorooctane sulfonyl fluoride; RP on the elimination of Alpha hexachlorocyclohexane, Beta hexachlorocyclohexane, Chlordecone, Hexabromobiphenyl, and Pentachlorobenzene. 29. RP on the Phasing Out of DDT; RP on the reduction of BOD5 from urban waste water; RP on the elimination of Aldrin, Chlordane, Dieldrin, Endrin, Heptachlor, Mirex, and Toxaphene.
		5. Hazardous wastes Protocol	Article 8: regional cooperation for clean production method concerning all hazardous wastes (Annex I), all characteristics (Annex II), and all disposal operations listed (Annex III).
		1. Protocole ASP/DB	Même en ce qui concerne des activités telles que l'agriculture, toutes les mesures nécessaires doivent être prises pour protéger, préserver et gérer de manière durable et respectueuse de l'environnement les espèces de la flore et de la faune menacées ou en voie de disparition, ainsi que les zones de grande valeur naturelle ou culturelle (art. 3). Dans le processus de planification qui pourrait affecter de manière significative les aires protégées, les espèces et leurs habitats, évaluer et prendre en compte les éventuels impacts directs ou indirects, immédiats ou à long terme, y compris l'impact cumulatif des projets et activités envisagés par les études d'impact sur l'environnement (art. 17)
		7. MSSD 2016-2025	Obj.1 (SDG 14): Ensuring sustainable development in marine and coastal areas. SD: Strengthen implementation of and compliance with

Interactions identifiées	Dispositions pertinentes du Protocole GIZC	Instruments juridiques et politiques pertinents	Dispositions et directives connexes	
			<p>the Barcelona System and related; Establish and enforce regulatory mechanisms, including MSP, to prevent and control unsustainable open ocean resource exploitation.</p> <p>Obj. 5 (SDG 8, 9, 12): Transition towards a green and blue economy. SD: Create green and decent jobs for all; Review the definitions and measurement of development, progress and well-being; Promote sustainable consumption and production patterns; Encourage environmentally-friendly and social innovation; Promote the integration of sustainability principles and criteria into decision-making on public and private investment; Ensure a greener and more inclusive market that integrates the true environmental and social cost of products and services to reduce social and environmental externalities. Target: By 2025, the majority of Mediterranean Countries are committed to green or sustainable public procurement programmes.</p>	
	Utilisation des ressources naturelles spécifiques : exploitation minière	Art. 9, co. 1 et 2, lett. e Articles 5 et 6 Article 8 Art 23, co. 2 Articles 17 et 18; 14, 19 et 27	2. LBS Protocol	Articles 5, 7 and 15: Parties shall elaborate action plans, programmes and measures to reduce LBS pollution, with priority to toxic, persistent, liable to bioaccumulation substances. Article 6: point source discharge strictly subjected to authorization and regulation. Mining (Annex I) is one of the sectors of activity to be taken into consideration to this regard.
			12. SCP AP	Operational objectives and actions identified for good manufacturing (2) and for housing and construction (3) apply also to mining , as specified in the introduction.
			28. RP on the reduction of inputs of Mercury; RP on the reduction of BOD5 in the food sector; on the phasing out of Hexabromodiphenyl ether, Hetabromodiphenyl ether, Tetrabromodiphenyl ether, and Pentabromodiphenyl ether; RP on the on the phasing out of lindane and endosulfane; RP on the phasing out of perfluorooctane sulfonic acid, its salts, and perfluorooctane sulfonyl fluoride; RP on the elimination of Alpha hexachlorocyclohexane, Beta hexachlorocyclohexane, Chlordecone, Hexabromobiphenyl, and Pentachlorobenzene. 29. RP on the Phasing Out of DDT; RP on the reduction of BOD5 from urban waste water; RP on the elimination of Aldrin, Chlordane, Dieldrin, Endrin, Heptachlor, Mirex, and Toxaphene.	
			5. Hazardous wastes Protocol	Article 8: regional cooperation for clean production method concerning residues arising from industrial waste disposal operations (Annex I), toxic and ecotoxic (Annex II), and deposit into or onto land (Annex III).
			1. Protocole ASP/DB	Même en ce qui concerne des activités telles que l'utilisation des ressources naturelles spécifiques, en particulier l'exploitation minière, toutes les mesures nécessaires doivent être prises pour protéger, préserver et gérer de manière durable et respectueuse de l'environnement les espèces de la flore et de la faune menacées

Interactions identifiées	Dispositions pertinentes du Protocole GIZC	Instruments juridiques et politiques pertinents	Dispositions et directives connexes	
			<p>ou en voie de disparition, ainsi que les zones de grande valeur naturelle ou culturelle (art. 3). Dans le processus de planification qui pourrait affecter de manière significative les aires protégées, les espèces et leurs habitats, évaluer et prendre en compte les éventuels impacts directs ou indirects, immédiats ou à long terme, y compris l'impact cumulatif des projets et activités envisagés par les études d'impact sur l'environnement (art. 17).</p>	
		7. MSSD 2016-2025	<p>Obj. 1 (SDG 14): Ensuring sustainable development in marine and coastal areas. SD: Strengthen implementation of and compliance with the Barcelona System and related; Establish and enforce regulatory mechanisms, including MSP, to prevent and control unsustainable open ocean resource exploitation.</p> <p>Obj. 5 (SDG 8, 9, 12): Transition towards a green and blue economy. SD: Create green and decent jobs for all; Review the definitions and measurement of development, progress and well-being; Promote sustainable consumption and production patterns; Encourage environmentally-friendly and social innovation; Promote the integration of sustainability principles and criteria into decision-making on public and private investment; Ensure a greener and more inclusive market that integrates the true environmental and social cost of products and services to reduce social and environmental externalities. Target: By 2025, the majority of Mediterranean Countries are committed to green or sustainable public procurement programmes.</p>	
	Etalement urbain	Articles 5 et 6 Art. 8 Art 23, co. 2 Articles 17 et 18; 14, 19 et 27	8. SAP-MED	Chapter 5: Targets and proposed activities at regional and national levels for the prevention, reduction and elimination of pollution, to be implemented through NAP (Chapter 10). Chapter 5.1 focuses on urban environment : (1) municipal sewage, (2) urban solid waste, (3) air pollution.
	12. SCP AP	Operational objectives and actions 4 – focused on housing and construction, e.g.: sustainable coastal urban development and green construction for efficient use or resources and protection of ecosystems (4.2).	15. RP on Marine Litter	Article 9 Prevention of marine litter - (1): base urban solid waste management on reduction at source, (4) establish urban sewer, wastewater treatment plants, and waste management systems to prevent run-off and riverine inputs of litter.
28. RP on the reduction of inputs of Mercury; RP on the reduction of BOD5 in the food sector; on the phasing out of Hexabromodiphenyl ether, Hetabromodiphenyl ether, Tetrabromodiphenyl ether, and Pentabromodiphenil ether; RP on the on the phasing out of lindane and endosulfane; RP on the phasing out of perfluorooctane sulfonic acid,				

Interactions identifiées	Dispositions pertinentes du Protocole GIZC	Instruments juridiques et politiques pertinents	Dispositions et directives connexes
			its salts, and perfluorooctane sulfonyl fluoride; RP on the elimination of Alpha hexachlorocyclohexane, Beta hexachlorocyclohexane, Chlordecone, Hexabromobiphenyl, and Pentachlorobenzene. 29. RP on the Phasing Out of DDT; RP on the reduction of BOD5 from urban waste water; RP on the elimination of Aldrin, Chlordane, Dieldrin, Endrin, Heptachlor, Mirex, and Toxaphene.
		5. Hazardous wastes Protocol	Article 8: regional cooperation for clean production method concerning household wastes (Annex I), infectious and ecotoxic substances (Annex II), surface impoundment and release into water body and into seas/oceans (Annex III).
		7. MSSD 2016-2025	<p>Obj.1 (SDG 14): Ensuring sustainable development in marine and coastal areas. SD: Strengthen implementation of and compliance with the Barcelona System and related; Establish and enforce regulatory mechanisms, including MSP, to prevent and control unsustainable open ocean resource exploitation.</p> <p>Obj.3 (SDG 11, 7): Planning and managing sustainable Mediterranean cities. SD: Apply holistic and integrated spatial planning processes; Encourage inclusive urbanization; Enhance urban resilience in order to reduce vulnerability to risks from natural and human-induced hazards; Promote the protection and rehabilitation of historic urban areas; the sustainable waste management; the urban spatial patterns and technological options that reduce the demand for transportation and stimulate sustainable mobility; the green buildings and reduce ecological footprint of the built environment. Target: By 2030, enhance inclusive and sustainable urbanization and capacity for participatory, integrated and sustainable human settlement planning and management in all countries; and substantially reduce waste generation through prevention, reduction, recycling and reuse.</p> <p>Obj.4 (SDG 13): Addressing climate change as a priority issue for the Mediterranean. SD: Increase scientific knowledge, raise awareness, develop technical capacities to deal with climate change and ensure informed decision-making at all levels, recognising and protecting the climate adaptation and mitigation services of natural ecosystems; Accelerate the uptake of climate smart and climate resilient responses; Leverage existing and emerging climate finance mechanisms, including international and domestic instruments, and enhance the engagement of the private and finance sectors; Encourage institutional,</p>

Interactions identifiées		Dispositions pertinentes du Protocole GIZC	Instruments juridiques et politiques pertinents	Dispositions et directives connexes
				<p>policy and legal reforms for the effective mainstreaming of climate change responses into national and local development frameworks, particularly in the energy sector.</p> <p>Obj.6 (SDG 16, 17): Improving governance in support of sustainable development. SD: Enhance international dialogue and cooperation, including on emergency-preparedness; and the regional capabilities for information management; Promote stakeholder engagement to secure inclusive processes and integrity in decision-making; implementation and compliance with environmental obligations and agreements, including through policy coherence based on inter-ministerial coordination; education and research. Target: By 2025, two-thirds of Mediterranean countries have acceded to the Aarhus Convention.</p>
			11. CRACC	<p>Orientation stratégique 1.2 (Promouvoir des cadres institutionnels et politiques adéquats) – les priorités incluent : évaluation des risques et des impacts en ce qui concerne le changement climatique afin des investissements majeurs en infrastructures dans les zones marines et côtières.</p> <p>Orientation stratégique 1.5 (Intégrer l'adaptation au changement climatique dans les plans locaux pour la protection et la gestion des zones présentant un intérêt particulier) – incluant les mégapoles côtières</p> <p>Orientation stratégique 4.1 (Comprendre la vulnérabilité) – les priorités incluent : la vulnérabilité et les interactions des secteurs, y compris l'urbanisation.</p>
Interface terre-mer	Infrastructures : ports, défense côtière et autres infrastructures côtières	Art. 9, co. 1 et 2, lett. f Articles 5 et 6 Art. 8 Art 23, co. 2 Articles 17 et 18; 14, 19 et 27	2. LBS Protocol	Articles 5, 7 and 15: Parties shall elaborate action plans, programmes and measures to reduce LBS pollution, with priority to toxic, persistent, liable to bioaccumulation substances. Article 6: point source discharge strictly subjected to authorization and regulation. Harbour operation (Annex I) is one of the sectors of activity to be taken into consideration to this regard.
			8. SAP-MED	Harbours are not expressly mentioned in the SAP-MED when defining targets and proposed activities. However, harbours can be assimilated to industry (Chapter 5.2). They are also mentioned among hot-spots (chapter 11).
			15. RP on Marine Litter	Article 17 – Major maritime sector stakeholders shall be involved in the implement of the regional plan and related actions. Article 9 Prevention of marine litter - (5): implement means to charge cost for the use of port reception facilities and apply No-Special-Fee system.

Interactions identifiées	Dispositions pertinentes du Protocole GIZC	Instruments juridiques et politiques pertinents	Dispositions et directives connexes
		5. Hazardous wastes Protocol	Article 6 relates to transboundary movement and notification procedures whilst Article 8 encourages regional cooperation for clean production method, and Article 9 condemn illegal traffic. Here are potentially concerned all hazardous wastes including hydrocarbons (Annex I), with varied hazardous characteristics (Annex II), and all operations listed in regard to resource recovery, recycling, reclamation, direct reuse or alternative uses.
		3. Prevention and Emergency Protocol	Port reception facilities (Article 14) are concerned in meeting the needs of ships: they should be adequate and operate efficiently to limit any impact of discharges to the marine environment.
		10. Strategy on pollution from ships	Under section 4, several specific objectives (Nb. 4, 5, 6) are directly related to ports including MoU on port State Control (4), provision of reception facilities in ports (5), and delivery of ship-generated wastes (6). This imply that each Contracting Party maintains its mandate to REMPEC (4), enabling the use of adequate reception and facilities at a reasonable fee for garbage, oily wastes, NLS, sewage, ozone-depleting substances and exhaust gas cleaning residues, ballast water and sediments (5), establishing a system of notification to a vessel's next port of call of the status of its onboard retention substances (6).
		14. Strategy on ballast water	In Annex I, two important port-related 'Action points' are mentioned: 1) for establishing a solid Port State Control and Compliance Monitoring and Enforcement (CME) system in the Mediterranean region, and 2) for establishing a survey, biological monitoring and risk assessment system for Mediterranean ports under the guidance of REMPEC.
		1. Protocole ASP/DB	Même avec le respect des infrastructures et les activités liées, toutes les mesures nécessaires doivent être prises afin de protéger, préserver et gérer de manière durable et respectueuse de l'environnement les espèces de la flore et de la faune menacées ou en voie de disparition, et les espaces ayant une valeur naturelle ou culturelle particulière (art. 3). Dans le processus de planification qui doit significativement affecter les aires protégées, les espèces et leurs habitats, évaluer et prendre en compte les éventuels impacts directs ou indirects, immédiats ou à long terme, y compris l'impact cumulatif des projets et activités envisagés par les études d'impact sur l'environnement (art. 17).
		7. MSSD 2016-2025	Obj.1 (SDG 14): Ensuring sustainable development in marine and coastal areas Obj.3 (SDG 11, 7): Planning and managing sustainable Mediterranean cities. SD:

Interactions identifiées	Dispositions pertinentes du Protocole GIZC	Instruments juridiques et politiques pertinents	Dispositions et directives connexes	
			<p>Apply holistic and integrated spatial planning processes; Encourage inclusive urbanization; Enhance urban resilience in order to reduce vulnerability to risks from natural and human-induced hazards; Promote the protection and rehabilitation of historic urban areas; the sustainable waste management; the urban spatial patterns and technological options that reduce the demand for transportation and stimulate sustainable mobility; the green buildings and reduce ecological footprint of the built environment. Target: By 2030, enhance inclusive and sustainable urbanization and capacity for participatory, integrated and sustainable human settlement planning and management in all countries; and substantially reduce waste generation through prevention, reduction, recycling and reuse.</p> <p>Obj.4 (SDG 13): Addressing climate change as a priority issue for the Mediterranean. SD: Increase scientific knowledge, raise awareness, develop technical capacities to deal with climate change and ensure informed decision-making at all levels, recognising and protecting the climate adaptation and mitigation services of natural ecosystems; Accelerate the uptake of climate smart and climate resilient responses; Leverage existing and emerging climate finance mechanisms, including international and domestic instruments, and enhance the engagement of the private and finance sectors; Encourage institutional, policy and legal reforms for the effective mainstreaming of climate change responses into national and local development frameworks, particularly in the energy sector.</p> <p>Obj.5 (SDG 8, 9, 12): Transition towards a green and blue economy. SD: Create green and decent jobs for all; Review the definitions and measurement of development, progress and well-being; Promote sustainable consumption and production patterns; Encourage environmentally-friendly and social innovation; Promote the integration of sustainability principles and criteria into decision-making on public and private investment; Ensure a greener and more inclusive market that integrates the true environmental and social cost of products and services to reduce social and environmental externalities. Target: By 2025, the majority of Mediterranean Countries are committed to green or sustainable public procurement programmes.</p>	

Interactions identifiées	Dispositions pertinentes du Protocole GIZC	Instruments juridiques et politiques pertinents	Dispositions et directives connexes	
			<p>menaces non climatiques ayant une importante influence sur le risque et empêchant les capacités des communautés et écosystèmes à s'adapter au changement climatique, y compris les barrages.</p> <p>Orientation stratégique 1.2 (Promouvoir des cadres institutionnels et politiques adéquats) – les priorités incluent : évaluation des risques et des impacts en ce qui concerne le changement climatique afin des investissements majeurs en infrastructures dans les zones marines et côtières.</p> <p>Orientation stratégique 3.1 – les priorités incluent : le fait d'éviter des actions de mauvaise adaptation et des infrastructures « dures » non efficaces aux mesures à faible regret améliorant la résilience du climat.</p> <p>Orientation stratégique 4.1 (Comprendre la vulnérabilité) – les priorités incluent : la vulnérabilité et les interactions des secteurs, y compris les infrastructures clés et le transport.</p>	
	Infrastructures énergétiques sur le littoral	Art. 9, co. 1 et 2, lett. f Articles 5 et 6 Art. 8 Art 23, co. 2 Articles 17 et 18; 14, 19 et 27	2. LBS Protocol	Articles 5, 7 and 15: Parties shall elaborate action plans, programmes and measures to reduce LBS pollution, with priority to toxic, persistent, liable to bioaccumulation substances. Article 6: point source discharge strictly subjected to authorization and regulation. Energy production (Annex I) is one of the sectors of activity to be taken into consideration to this regard.
	8. SAP-MED	Energy production is considered within the industry sector , for which Chapter 5.2 defines targets and proposed activities at regional and national levels for the prevention, reduction and elimination of pollution (See Industry), to be implemented through NAP (Chapter 10).	28. RP on the reduction of inputs of Mercury; RP on the reduction of BOD5 in the food sector; on the phasing out of Hexabromodiphenyl ether, Hetabromodiphenyl ether, Tetrabromodiphenyl ether, and Pentabromodiphenil ether; RP on the on the phasing out of lindane and endosulfane; RP on the phasing out of perfluorooctane sulfonic acid, its salts, and perfluorooctane sulfonyl fluoride; RP on the elimination of Alpha hexachlorocyclohexane, Beta hexachlorocyclohexane, Chlordecone, Hexabromobiphenyl, and Pentachlorobenzene. 29. RP on the Phasing Out of DDT; RP on the reduction of BOD5 from urban waste water; RP on the elimination of Aldrin, Chlordane, Dieldrin, Endrin, Heptachlor, Mirex, and Toxaphene.	
	1. Protocole ASP/DB	<i>Même avec le respect des infrastructures et les activités liées, toutes les mesures nécessaires doivent être prises afin de protéger, préserver et gérer de manière durable et respectueuse de l'environnement les espèces de la flore et de la faune menacées ou en voie de disparition, et les aires ayant une valeur naturelle ou culturelle particulière (art. 3). Dans le processus de planification qui pourrait</i>		

Interactions identifiées		Dispositions pertinentes du Protocole GIZC	Instruments juridiques et politiques pertinents	Dispositions et directives connexes
				<i> affecter de manière significative les aires protégées, les espèces et leurs habitats, évaluer et prendre en compte les éventuels impacts directs ou indirects, immédiats ou à long terme, y compris l'impact cumulatif des projets et activités envisagés par les études d'impact sur l'environnement (art. 17).</i>
			7. MSSD 2016-2025	Obj.1 (SDG 14): Ensuring sustainable development in marine and coastal areas. Obj.5 (SDG 8, 9, 12): Transition towards a green and blue economy. SD: Create green and decent jobs for all; Review the definitions and measurement of development, progress and well-being; Promote sustainable consumption and production patterns; Encourage environmentally-friendly and social innovation; Promote the integration of sustainability principles and criteria into decision-making on public and private investment; Ensure a greener and more inclusive market that integrates the true environmental and social cost of products and services to reduce social and environmental externalities. Target: By 2025, the majority of Mediterranean Countries are committed to green or sustainable public procurement programmes.
		11. CRACC	Orientation stratégique 1.2 (Promouvoir des cadres institutionnels et politiques adéquats) – les priorités incluent : évaluation des risques et des impacts en ce qui concerne le changement climatique afin des investissements majeurs en infrastructures dans les zones marines et côtières. Orientation stratégique 3.1 – les priorités incluent : le fait d’éviter des actions de mauvaise adaptation et des infrastructures « dures » non efficaces aux mesures à faible regret améliorant la résilience du climat. Orientation stratégique 4.1 (Comprendre la vulnérabilité) – les priorités incluent : la vulnérabilité et les interactions des secteurs , y compris l’énergie .	
	Tourisme, activités sportives et de loisirs : Activités le long de la côte	Art. 9, co. 1 et 2, lett. d Articles 5 et 6 Art. 8 Art 23, co. 2 Articles 17 et 18; 14, 19 et 27	2. LBS Protocol	Articles 5, 7 and 15: Parties shall elaborate action plans, programmes and measures to reduce LBS pollution, with priority to toxic, persistent, liable to bioaccumulation substances. Article 6: point source discharge strictly subjected to authorization and regulation. Tourism (Annex I) is one of the sectors of activity to be taken into consideration to this regard.
			8. SAP-MED	In the Mediterranean region, pollution related to the urban context is exacerbated by tourism . This sector is considered in chapter 5 which identifies targets and proposed activities at regional and national levels for the prevention, reduction and

Interactions identifiées	Dispositions pertinentes du Protocole GIZC	Instruments juridiques et politiques pertinents	Dispositions et directives connexes
			elimination of pollution (see urban sprawl), to be implemented through NAP (Chapter 10).
		12. SCP AP	Operational objectives and actions 3 – focused on tourism, e.g.: sustainable tourisms and network of sustainable destinations (3.1), diversification (3.1), eco-taxes and eco-fees (3.2), tourism carrying capacity assessment (3.2), etc.
		15. RP on Marine Litter	Article 17 – Major tourism stakeholders shall be involved in the implement of the regional plan and related actions.
		10. Strategy on pollution from ships	Under section 4, one specific objective (Nb.9) is related to the reduction of pollution generated by pleasure craft activities , more particularly (high priority) the implementation of the Guidelines concerning Pleasure Craft Activities and the Protection of the Marine Environment in conjunction with the relevant provisions of the MARPOL Convention and the Regional Plan on Marine Litter Management
		1. Protocole ASP/DB	Même en ce qui concerne des activités telles que le tourisme, le sport, etc., toutes les mesures nécessaires doivent être prises pour protéger, préserver et gérer de manière durable et respectueuse de l'environnement les espèces de la flore et de la faune menacées ou en voie de disparition, ainsi que les zones de grande valeur naturelle ou culturelle (art. 3). Dans le processus de planification qui pourrait affecter de manière significative les aires protégées, les espèces et leurs habitats, évaluer et prendre en compte les éventuels impacts directs ou indirects, immédiats ou à long terme, y compris l'impact cumulatif des projets et activités envisagés par les études d'impact sur l'environnement (art. 17).
		9. PAS BIO	Le PAS BIO est le document de base de CRF et de l'EcAp , qui fournit les principales mesures et des actions prioritaires concrètes et coordonnées, des cibles pertinents, objectifs ainsi que des actions spécifiques au niveau national, transfrontalier et régional pour la conservation de la biodiversité marine et côtière méditerranéenne, dans le cadre d'une utilisation durable et à travers l'implémentation du Protocole ASP/DB. Objectifs : Améliorer les connaissances ; gestion des AP marines et côtières ; protection des espèces et des habitats menacés ; renforcement de la législation et développement des capacités, efforts de collecte de fonds. Entre autres, appuyer les actions concrètes et pratiques visant à promouvoir les politiques sectorielles favorables à la bio-conservation, les procédures et les techniques, en particulier celles qui sont liées au tourisme .

Interactions identifiées	Dispositions pertinentes du Protocole GIZC	Instruments juridiques et politiques pertinents	Dispositions et directives connexes
		16. La feuille de route des AMP	<p>La feuille de route inclue des actions recommandées parfaitement en cohérence avec le processus EcAp avec les principaux objectifs (O) suivants :</p> <p>O. 3 : Encourager le partage des avantages environnementaux et socio-économiques des AMP méditerranéennes et l'intégration des AMP dans le contexte plus large de l'utilisation durable du milieu marin et de la mise en œuvre des approches écosystémique et de planification de l'espace maritime.</p> <p>Les actions suggérées : Promouvoir des politiques et mécanismes transversaux pour l'intégration des stratégies nationales et politiques relatives aux AMP dans d'autres secteurs d'activités humaines, en particulier la pêche et le tourisme, par le biais de l'élaboration de cadres de gouvernance appropriés, notamment les dispositions juridiques et institutionnelles connexes. Ceux-ci pourraient inclure, sans s'y limiter pour autant, la coordination transversale, la législation de la planification de l'espace maritime, les groupes d'appui des secteurs d'activités pour la gestion des AMP et les instruments juridiques des partenariats public-privé.</p>
		7. MSSD 2016-2025	<p>Obj.1 (SDG 14): Ensuring sustainable development in marine and coastal areas. SD: Strengthen implementation of and compliance with the Barcelona System and related; Establish and enforce regulatory mechanisms, including MSP, to prevent and control unsustainable open ocean resource exploitation.</p> <p>Obj.2 (SDG 2, 15, 6): Promoting resource management, food production and food security through sustainable forms of rural development. SD: access of local producers to distribution channels and markets, including the tourism market.</p> <p>Obj.4 (SDG 13): Addressing climate change as a priority issue for the Mediterranean. SD: Increase scientific knowledge, raise awareness, develop technical capacities to deal with climate change and ensure informed decision-making at all levels, recognising and protecting the climate adaptation and mitigation services of natural ecosystems; Accelerate the uptake of climate smart and climate resilient responses; Leverage existing and emerging climate finance mechanisms, including international and domestic instruments, and enhance the engagement of the private and finance sectors; Encourage institutional,</p>

Interactions identifiées		Dispositions pertinentes du Protocole GIZC	Instruments juridiques et politiques pertinents	Dispositions et directives connexes
				<p>policy and legal reforms for the effective mainstreaming of climate change responses into national and local development frameworks, particularly in the energy sector.</p> <p>Obj.5 (SDG 8, 9, 12): Transition towards a green and blue economy. SD: Create green and decent jobs for all; Review the definitions and measurement of development, progress and well-being; Promote sustainable consumption and production patterns; Encourage environmentally-friendly and social innovation; Promote the integration of sustainability principles and criteria into decision-making on public and private investment; Ensure a greener and more inclusive market that integrates the true environmental and social cost of products and services to reduce social and environmental externalities. Target: By 2025, the majority of Mediterranean Countries are committed to green or sustainable public procurement programmes.</p>
			11. CRACC	Orientation stratégique 4.1 (Comprendre la vulnérabilité) – Les priorités incluent : la vulnérabilité et les interactions des secteurs, y compris le tourisme.
	Utilisation des ressources naturelles spécifiques : usines de dessalement	Art. 9, co.1 et 2, lettre Articles 5 et 6 Art. 8 Art 23, co.2 Articles 17 et 18 ; 14, 19 et 27	1. Protocole ASP/DB	Même en ce qui concerne l'utilisation des ressources naturelles spécifiques et des activités connexes, toutes les mesures nécessaires doivent être prises pour protéger, préserver et gérer de manière durable et respectueuse de l'environnement les espèces de la flore et de la faune menacées ou en voie de disparition, ainsi que les zones de grande valeur naturelle ou culturelle (art. 3). Dans le processus de planification qui pourrait affecter de manière significative les aires protégées, les espèces et leurs habitats, évaluer et prendre en compte les éventuels impacts directs ou indirects, immédiats ou à long terme, y compris l'impact cumulatif des projets et activités envisagés par les études d'impact sur l'environnement (art. 17).
			7. MSSD 2016-2025	<p>Obj.1 (SDG 14): Ensuring sustainable development in marine and coastal areas.</p> <p>Obj.5 (SDG 8, 9, 12): Transition towards a green and blue economy. SD: Create green and decent jobs for all; Review the definitions and measurement of development,</p>

Interactions identifiées		Dispositions pertinentes du Protocole GIZC	Instruments juridiques et politiques pertinents	Dispositions et directives connexes
				progress and well-being; Promote sustainable consumption and production patterns; Encourage environmentally-friendly and social innovation; Promote the integration of sustainability principles and criteria into decision-making on public and private investment; Ensure a greener and more inclusive market that integrates the true environmental and social cost of products and services to reduce social and environmental externalities. Target: By 2025, the majority of Mediterranean Countries are committed to green or sustainable public procurement programmes.
Zone côtière vers la mer	Pêche	Art 9, co. 1 et 2, let. b Articles 5 et 6 Art. 8, co. 1 Articles 17 et 18; 14, 19, et 29, 27 et 28	12. SCP AP	Operational objectives and actions 1 – focused also on fisheries, e.g.: adopt sustainable fishing practices (1.1), life cycle approach in food and fisheries processing (1.1), green financing for sustainable fisheries (1.2), information and education campaigns (1.3).
			15. RP on Marine Litter	Article 17 – Major fisheries stakeholders shall be involved in the implement of the regional plan and related actions. Article 9 Prevention of marine litter - (3e): establishment of deposits, return and restoration system for expandable polystyrene boxes ; (6) implement the fishing for litter practice; (7) implement “ gear marking to indicate ownership” and “ environmental neutral upon degradation nets and traps” concepts.
			6. Dumping Protocol	Article 4: Dumping of wastes and other matter from ships and aircraft is prohibited with the exception of those in Article 4.2, which also include fish waste and organic materials resulting from the processing of fish and other marine organisms. Their dumping requires special permit (Article 5).
			5. Hazardous wastes Protocol	Article 8 encourage regional cooperation for clean production method concerning waste oils/water, hydrocarbons/water mixtures (Annex I) of ecotoxic nature (Annex II), and disposal operations including release into a water body (port); release into the sea (Annex III).
			13. Offshore AP	Appendix III Indicative Potential Research and Development Topic: Fisheries: Short-term and long-term impact of the oil and gas (O&G) industry on Mediterranean fisheries.
			1. Protocole ASP/DB	Même avec le respect de la pêche et les activités liées, toutes les mesures nécessaires doivent être prises afin de protéger, préserver et gérer de manière durable et respectueuse de l'environnement les espèces de la flore et de la faune menacées ou en voie de disparition, et les espaces ayant une valeur naturelle ou culturelle particulière (art. 3) . Dans le processus de planification qui doit significativement affecter les aires protégées, les espèces et leurs habitats, évaluer et prendre en compte

Interactions identifiées	Dispositions pertinentes du Protocole GIZC	Instruments juridiques et politiques pertinents	Dispositions et directives connexes	
			les éventuels impacts directs ou indirects, immédiats ou à long terme possibles, y compris l'impact cumulatif des projets et activités envisagés par les études d'impact sur l'environnement (art. 17).	
		9. PAS BIO	Le PAS BIO est le document de base du CRF et de l'EcAp, qui fournit des principes, des mesures et des actions prioritaires concrètes et coordonnées, des cibles et objectifs pertinents, ainsi que des actions spécifiques aux niveaux national, transfrontalier et régional pour la conservation de la biodiversité marine et côtière méditerranéenne , dans le cadre de l'utilisation durable et par la mise en œuvre du protocole ASP/DB. Objectifs : améliorer les connaissances ; gestion des aires marines et côtières protégées ; protection des espèces et des habitats menacés ; renforcement de la législation et renforcement des capacités ; efforts de mobilisation des fonds. Entre autres, approuve les actions concrètes et pratiques visant à promouvoir des politiques, procédures et techniques sectorielles favorables à la bio-conservation, en particulier relatives à la pêche .	
		16. Feuille de route des AMP	La feuille de route comprend les actions recommandées qui s'inscrivent pleinement dans le processus EcAp, avec les objectifs principaux suivants (O): O.3 : Promouvoir le partage des avantages environnementaux et socio-économiques des AMP méditerranéennes et de leur intégration dans le contexte plus large de l'utilisation durable du milieu marin et de la mise en œuvre des approches écosystémiques et PEM. Actions suggérées : Promouvoir des politiques et des mécanismes intersectoriels pour intégrer les stratégies et les politiques nationales des AMP à d'autres secteurs de l'activité humaine, en particulier la pêche et le tourisme, par la mise en place de cadres de gouvernance appropriés, y compris les arrangements juridiques et institutionnels connexes. Celles-ci pourraient inclure, mais ne se limiteront pas à, la coordination intersectorielle, la législation PEM, les groupes de soutien des secteurs d'activité pour la gestion des AMP, et les instruments juridiques pour les partenariats public-privé.	
		25. AP concernant l'introduction d'espèces et les espèces envahissantes		
		7. MSSD 2016-2025	Obj.1 (SDG 14) : Ensuring sustainable development in marine and coastal areas. SD : Strengthen implementation of and compliance with the Barcelona System and relates; Establish and enforce regulatory mechanisms, including MSP, to prevent and control unsustainable open	

Interactions identifiées	Dispositions pertinentes du Protocole GIZC	Instruments juridiques et politiques pertinents	Dispositions et directives connexes
			<p>ocean resource exploitation. Target: By 2020, effectively regulate harvesting and end over fishing, IUU fishing and destructive fishing practices and implement science-based management plans, in order to restore fish stocks in the shortest time feasible, at least to levels that can produce maximum sustainable yield as determined by their biological characteristic.</p> <p>Obj.2 (SDG 2, 15, 6): Promoting resource management, food production and food security through sustainable forms of rural development. SD: conservation and use of indigenous or traditional, domestic animal breeds, valuing traditional knowledge and practices in rural management decisions, access of local producers to distribution channels and markets, including the tourism market.</p> <p>Obj.4 (SDG 13): Addressing climate change as a priority issue for the Mediterranean. SD: Increase scientific knowledge, raise awareness, develop technical capacities to deal with climate change and ensure informed decision-making at all levels, recognising and protecting the climate adaptation and mitigation services of natural ecosystems; Accelerate the uptake of climate smart and climate resilient responses; Leverage existing and emerging climate finance mechanisms, including international and domestic instruments, and enhance the engagement of the private and finance sectors; Encourage institutional, policy and legal reforms for the effective mainstreaming of climate change responses into national and local development frameworks, particularly in the energy sector.</p> <p>Obj.5 (SDG 8, 9, 12): Transition towards a green and blue economy. SD: Create green and decent jobs for all; Review the definitions and measurement of development, progress and well-being; Promote sustainable consumption and production patterns; Encourage environmentally-friendly and social innovation; Promote the integration of sustainability principles and criteria into decision-making on public and private investment; Ensure a greener and more inclusive market that integrates the true environmental and social cost of products and services to reduce</p>

Interactions identifiées	Dispositions pertinentes du Protocole GIZC	Instruments juridiques et politiques pertinents	Dispositions et directives connexes
			social and environmental externalities. Target: By 2025, the majority of Mediterranean Countries are committed to green or sustainable public procurement programmes.
		11. CRACC	Orientation stratégique 1.2 (Promouvoir des cadres institutionnels et politiques adéquats) – les priorités incluent : une approche intégrée pour la réduction des menaces non climatiques ayant une importante influence sur le risque et empêchant les capacités des communautés et écosystèmes à s’adapter au changement climatique, y compris la surpêche . Orientation stratégique 4.1 (Comprendre la vulnérabilité) – les priorités incluent : la vulnérabilité et les interactions des secteurs , y compris la pêche .
Aquaculture	Art 9, co. 1 et 2, lett. b Articles 5 et 6 Art. 8, co. 1 Art 23, co. 2 Articles 17 et 18; 14, 19 et 29, 27 et 28	2. LBS Protocol	Articles 5, 7 and 15: Parties shall elaborate action plans, programmes and measures to reduce LBS pollution, with priority to toxic, persistent, liable to bioaccumulation substances. Article 6: point source discharge strictly subjected to authorization and regulation. Aquaculture (including mariculture?) is a sector of activity to be taken into consideration to this regard.
		8. SAP-MED	Chapter 5: Targets and proposed activities at regional and national levels for the prevention, reduction and elimination of pollution. Section 5.2.5 provides specific targets and actions for agriculture and (intensive) aquaculture (including mariculture?) in relation to nutrient loads , to be implemented through NAP (Chapter 10).
		12. SCP AP	Operational objectives and actions 1 identified for fisheries apply also to aquaculture , as specified in the introduction.
		15. RP on Marine Litter	Article 17 – Major aquaculture stakeholders shall be involved in the implement of the regional plan and related actions. Some of article 9 actions on fisheries are also relevant for aquaculture.
		5. Hazardous wastes Protocol	Article 8 encourage regional cooperation for clean production method regarding waste pharmaceuticals (antibiotics) (Annex I), of ecotoxic nature (Annex II), released into seas/oceans (Annex III).
		1. Protocole ASP/DB	Même avec le respect de l’aquaculture et les activités liées, toutes les mesures nécessaires doivent être prises afin de protéger, préserver et gérer de manière durable et respectueuse de l’environnement les espèces de la flore et de la faune menacées ou en voie de disparition, et les espaces ayant une valeur naturelle ou culturelle particulière (Art. 3). Dans le processus de planification qui doit significativement affecter les aires protégées, les espèces et leurs habitats, évaluer et

Interactions identifiées	Dispositions pertinentes du Protocole GIZC	Instruments juridiques et politiques pertinents	Dispositions et directives connexes
			prendre en compte les éventuels impacts directs ou indirects, immédiats ou à long terme possibles, y compris l'impact cumulatif des projets et activités envisagés par les études d'impact sur l'environnement (art. 17).
		7. MSSD 2016-2025	<p>Obj.1 (SDG 14): Ensuring sustainable development in marine and coastal areas</p> <p>Obj.2 (SDG 2, 15, 6): Promoting resource management, food production and food security through sustainable forms of rural development. SD: conservation and use of indigenous or traditional, domestic animal breeds, valuing traditional knowledge and practices in rural management decisions, access of local producers to distribution channels and markets, including the tourism market.</p> <p>Obj.4 (SDG 13): Addressing climate change as a priority issue for the Mediterranean. SD: Increase scientific knowledge, raise awareness, develop technical capacities to deal with climate change and ensure informed decision-making at all levels, recognising and protecting the climate adaptation and mitigation services of natural ecosystems; Accelerate the uptake of climate smart and climate resilient responses; Leverage existing and emerging climate finance mechanisms, including international and domestic instruments, and enhance the engagement of the private and finance sectors; Encourage institutional, policy and legal reforms for the effective mainstreaming of climate change responses into national and local development frameworks, particularly in the energy sector.</p> <p>Obj.5 (SDG 8, 9, 12): Transition towards a green and blue economy. SD: Create green and decent jobs for all; Review the definitions and measurement of development, progress and well-being; Promote sustainable consumption and production patterns; Encourage environmentally-friendly and social innovation; Promote the integration of sustainability principles and criteria into decision-making on public and private investment; Ensure a greener and more</p>

Interactions identifiées	Dispositions pertinentes du Protocole GIZC	Instruments juridiques et politiques pertinents	Dispositions et directives connexes
	Tourisme, activités sportives et de loisirs : yachting et croisière		inclusive market that integrates the true environmental and social cost of products and services to reduce social and environmental externalities. Target: By 2025, the majority of Mediterranean Countries are committed to green or sustainable public procurement programmes.
		Art. 9, co. 1 et 2, lett. d Articles 5 et 6 Art. 8 Art 23, co. 2 Articles 17 et 18, 14, 19 et 29, 27 et 28	12. SCP AP
			15. RP on Marine Litter
			Article 17 – Major tourism stakeholders shall be involved in the implement of the regional plan and related actions.
			6. Dumping Protocol
			Article 3: Provision of the Protocol also applies to yachting and cruising vessels. Dumping of wastes and other matter is prohibited (See “ <i>Maritime activities: shipping</i> ” for more information).
			10. Strategy on pollution from ships
			Under section 4, one specific objective (Nb.9) is related to the reduction of pollution generated by pleasure craft activities , more particularly (high priority) the implementation of the Guidelines concerning Pleasure Craft Activities and the Protection of the Marine Environment in conjunction with the relevant provisions of the MARPOL Convention and the Regional Plan on Marine Litter Management.
			1. Protocole ASP/DB
			Même en ce qui concerne des activités telles que l'agriculture, toutes les mesures nécessaires doivent être prises pour protéger, préserver et gérer de manière durable et respectueuse de l'environnement les espèces de la flore et de la faune menacées ou en voie de disparition, ainsi que les zones de grande valeur naturelle ou culturelle (art. 3). Dans le processus de planification qui pourrait affecter de manière significative les aires protégées, les espèces et leurs habitats, évaluer et prendre en compte les éventuels impacts directs ou indirects, immédiats ou à long terme, y compris l'impact cumulatif des projets et activités envisagés par les études d'impact sur l'environnement (art. 17)
			9. PAS BIO
			Le PAS BIO est le document de base de la CPR et de l'EcAp, qui fournit des principes, des mesures et des actions prioritaires concrètes et coordonnées, des cibles pertinentes, des objectifs, ainsi que des actions spécifiques aux niveaux national, transfrontalier et régional pour la conservation de la biodiversité marine et côtière méditerranéenne , dans le cadre de l'utilisation durable et par la mise en œuvre du protocole ASP/DB. Objectifs : améliorer les connaissances ; gestion des AP marines

Interactions identifiées	Dispositions pertinentes du Protocole GIZC	Instruments juridiques et politiques pertinents	Dispositions et directives connexes
			<p>et côtières ; protection des espèces et des habitats menacés d'extinction ; renforcement de la législation et renforcement des capacités ; efforts de collecte de fonds. Entre autres, il approuve les actions concrètes et pratiques visant à promouvoir des politiques, procédures et techniques sectorielles favorables à la bio-conservation, en particulier dans le domaine du tourisme.</p>
		<p>16. Feuille de route pour les AMP</p>	<p>La feuille de route inclue des actions recommandées qui sont pleinement en ligne avec le processus EcAp, avec les objectifs principaux suivants (O) :</p> <p>O.3 : Encourager le partage des avantages environnementaux et socio-économiques des AMP méditerranéennes et l'intégration des AMP dans le contexte plus large de l'utilisation durable du milieu marin et de la mise en œuvre des approches écosystémique et de planification de l'espace maritime.</p> <p>Actions suggérées : Promouvoir des politiques et mécanismes transversaux pour l'intégration des stratégies nationales et politiques relatives aux AMP dans d'autres secteurs d'activités humaines, en particulier la pêche et le tourisme, par le biais de l'élaboration de cadres de gouvernance appropriés, notamment les dispositions juridiques et institutionnelles connexes. Ceux-ci pourraient inclure, sans s'y limiter pour autant, la coordination transversale, la législation de la planification de l'espace maritime, les groupes d'appui des secteurs d'activités pour la gestion des AMP et les instruments juridiques des partenariats public-privé.</p>
		<p>7. MSSD 2016-2025</p>	<p>Obj.1 (SDG 14): Ensuring sustainable development in marine and coastal areas</p> <p>Obj.4 (SDG 13): Addressing climate change as a priority issue for the Mediterranean. SD: Increase scientific knowledge, raise awareness, develop technical capacities to deal with climate change and ensure informed decision-making at all levels, recognising and protecting the climate adaptation and mitigation services of natural ecosystems; Accelerate the uptake of climate smart and climate resilient responses; Leverage existing and emerging climate finance mechanisms, including international and domestic instruments, and enhance the engagement of the private and finance sectors; Encourage institutional, policy and legal reforms for the effective mainstreaming of climate</p>

Interactions identifiées	Dispositions pertinentes du Protocole GIZC	Instruments juridiques et politiques pertinents	Dispositions et directives connexes
			<p>change responses into national and local development frameworks, particularly in the energy sector.</p> <p>Obj.5 (SDG 8, 9, 12): Transition towards a green and blue economy. SD: Create green and decent jobs for all; Review the definitions and measurement of development, progress and well-being; Promote sustainable consumption and production patterns; Encourage environmentally-friendly and social innovation; Promote the integration of sustainability principles and criteria into decision-making on public and private investment; Ensure a greener and more inclusive market that integrates the true environmental and social cost of products and services to reduce social and environmental externalities. Target: By 2025, the majority of Mediterranean Countries are committed to green or sustainable public procurement programmes.</p>
		11. CRACC	Orientation stratégique 4.1 (Comprendre la vulnérabilité) – les priorités incluent : la vulnérabilité et les interactions des secteurs , y compris le tourisme .
Activités maritimes :	Art 9, co. 1 et 2, lett. f et g	12. SCP AP	Transport is one of the transversal issues (chapter 2) considered by the SCP AP and therefore approach by each of the 4 priority areas.
transport maritime	Articles 5 et 6 Art. 8	15. RP on Marine Litter	Article 17 – Major maritime sector stakeholders shall be involved in the implement of the regional plan and related actions. See also actions related to ports (article 9).
	Art 23, co. 2	6. Dumping Protocol	Article 4: Dumping of wastes and other matter from ships and aircraft is prohibited with the exception of those in art. 4.2 (dredged material, fish waste and organic materials resulting from the processing of fish, vessels until 31.12.2000, platforms and other man-made structures under specific conditions). Their dumping requires special permit (article 5)
	Articles 17 et 18; 14, 19 et 29, 27 et 28	5. Hazardous wastes Protocol	Transboundary movement and notification procedures are described in Article 6, whilst Article 8 encourage regional cooperation for clean production method, fight against illegal traffic (Article 9), in regard of potentially all wastes identified (Annex I), with hazardous characteristics listed in Annex II, mainly release into a water body (port) and into seas/oceans (Annex III).
		3. Prevention and Emergency Protocol	Article 7 encourage disseminating and sharing information about new ways in which pollution from ships may be avoided, new measures for combating pollution , new developments in monitoring and research programmes, whilst Article 10 give the operational measures : any Party shall make the necessary assessments of nature, extent and possible consequences of pollution incident. As regards emergency measures (Article 11), necessary steps are to be taken to ensure that ships flying its

Interactions identifiées	Dispositions pertinentes du Protocole GIZC	Instruments juridiques et politiques pertinents	Dispositions et directives connexes
			flag have on board a pollution emergency plan, whilst environmental risks (Article 15) include the assessment of environmental risks of recognized routes used in maritime traffic.
		10. Strategy on pollution from ships	Two specific objectives (Nb. 10 and 11) are directly related to shipping by reducing the risk of collisions by establishing Ship's Routeing Systems (10), and by improving control of maritime traffic (11). Where necessary, where and when possible, Contracting Parties should propose to IMO additional appropriate Routeing Systems in accordance with international law and through articulated Marine Spatial Plans (MSP) under their jurisdiction (10), and should continuously improve technical cooperation among VTS Centres and exchange information about ships by using AIS in the common surveillance area (11).
		14. Strategy on ballast	In Annex I, there are two important shipping-related 'Action Points': 1) ratification by Contracting Parties of the International Convention for the Control and Management of Ships' ballast water and sediments (BWM Convention), and 2) adoption of harmonised arrangements for ballast water exchange in the Mediterranean with support from REMPEC.
		1. Protocole ASP/DB	Même en ce qui concerne des activités telles que l'agriculture, toutes les mesures nécessaires doivent être prises pour protéger, préserver et gérer de manière durable et respectueuse de l'environnement les espèces de la flore et de la faune menacées ou en voie de disparition, ainsi que les zones de grande valeur naturelle ou culturelle (art. 3). Dans le processus de planification qui pourrait affecter de manière significative les aires protégées, les espèces et leurs habitats, évaluer et prendre en compte les éventuels impacts directs ou indirects, immédiats ou à long terme, y compris l'impact cumulatif des projets et activités envisagés par les études d'impact sur l'environnement (art. 17)
		7. MSSD 2016-2025	Obj.1 (SDG 14): Ensuring sustainable development in marine and coastal areas. Obj.5 (SDG 8, 9, 12): Transition towards a green and blue economy. SD: Create green and decent jobs for all; Review the definitions and measurement of development, progress and well-being; Promote sustainable consumption and production patterns; Encourage environmentally-friendly and social innovation; Promote the integration of sustainability principles and criteria into decision-making on public and private investment; Ensure a greener and more inclusive market that integrates the true environmental and social cost of products and services to reduce social and environmental externalities. Target: By 2025, the majority of

Interactions identifiées	Dispositions pertinentes du Protocole GIZC	Instruments juridiques et politiques pertinents	Dispositions et directives connexes
Activités maritimes : énergie offshore (pétrole et gaz, énergies renouvelables)			Mediterranean Countries are committed to green or sustainable public procurement programmes.
		11. CRACC	Orientation stratégique 4.1 (Comprendre la vulnérabilité) – les priorités incluent : la vulnérabilité et les interactions des secteurs, y compris le transport.
	Art 9, co. 1 et 2, lett. f et g Articles 5 et 6 Art. 8 Art 23, co. 2 Articles 17 et 18; 14, 19 et 29, 27 et 28	2. LBS Protocol	Article 4: The Protocol also applies to polluting discharges from fixed man-made offshore structures other than those used for exploration and exploitation of mineral resources; to be taken into account in action plans, programmes and measures for the elimination of LBS pollution (Article 5), with priority to toxic, persistent, liable to bioaccumulation substances.
		15. RP on Marine Litter	Article 17 – Major maritime sector stakeholders shall be involved in the implement of the regional plan and related actions.
		6. Dumping Protocol	Article 3: Provision of the Protocol also applies to platforms and other man-made structures at sea and their equipment. Dumping of wastes and other matter from ships and aircraft is in prohibited (See “ <i>Maritime activities: shipping</i> ” for more information).
		5. Hazardous wastes Protocol	Article 8 stipulate regional cooperation for clean production method essentially regarding waste oils/water, hydrocarbons/water mixtures (Annex I), of ecotoxic nature (Annex II), through disposal operations like release into a water body (port), release into the sea (Annex III).
	4. Offshore Protocol	<p>Measures for pollution (the use, storage and discharge of harmful or noxious substances and materials) resulting from activities concerning exploration and/or exploitation of the resources shall be adopted, using best available, environmentally effective and economically appropriate techniques; required the removal of installations, including pipelines, abandoned or disused, taking into account existing guidelines and standards. (Articles 1, 3, 4, 5 and 6, 20; Section III, articles 8-14). Sanctions shall be prescribed to be imposed for breach of obligations (Art 7)</p> <p>Safety measures shall be taken with regard to the design, construction, placement, equipment, marking, operation and maintenance of installations, having adequate equipment and devices to prevent and combat accidental pollution and facilitating prompt response to an emergency; the related contingency plans shall be coordinated and established in accordance with guidelines adopted by the competent international organisation and with the provisions of Annex VII of the Offshore Protocol (Articles 15 and 16, Annex VII)</p>	

Interactions identifiées	Dispositions pertinentes du Protocole GIZC	Instruments juridiques et politiques pertinents	Dispositions et directives connexes
		13. Offshore AP	<p>The AP aims to develop in conformity with EcAp and its relevant indicators a regional commonly agreed reporting and monitoring.</p> <p>Specific objective (SO) 1: To ratify the Offshore Protocol.</p> <p>SO 2: To designate CPs’ Representatives to participate to the regional governing bodies.</p> <p>SO 3: To establish a technical cooperation and CB programme, to cooperate with a view to formulating and implementing programmes of assistance to DCs.</p> <p>SO 4: To mobilise resources for the implementation of the AP.</p> <p>SO 5: To promote access to information and public participation in decision-making.</p> <p>SO 6: To enhance the regional transfer of technology.</p> <p>SO 7: To develop and adopt regional offshore standards. In particular: (a) EIA regional standards developed based on existing ones; (b) Common standards, on the use and discharge of harmful or noxious substances and material, in line with relevant international standards and conventions defining inter alia limits and prohibitions at regional level formulated and adopted; (c) Identification of the required modifications of Annex I, II and III and definition of which chemicals should be covered and not covered by such standards and under which conditions; (d) Common standards on the disposal of oil and oily mixtures and on the use and disposal of drilling fluids and cutting formulated and adopted, and revision of the limits set in Article 10 of the Offshore Protocol and the prescriptions referred in Annex V of the Protocol; (e) The method to be used to analyse the oil content is commonly agreed and adopted; (f) Procedures for contingency planning, notification of accidental spills and transboundary pollution established in accordance with the Emergency Protocol; (g) Special restrictions or conditions for SPAs defined and adopted; (h) Common</p>

Interactions identifiées	Dispositions pertinentes du Protocole GIZC	Instruments juridiques et politiques pertinents	Dispositions et directives connexes
			<p>criteria, rules and procedures for the removal of installations and the related financial aspects adopted; (i) Common criteria, rules and procedures for safety measures including health and safety requirements adopted; (j) Common minimum standards of qualification for professionals and crews adopted.</p> <p>SO 8: To develop and adopt regional offshore guidelines. In particular:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Regional Guidelines on a. EIA; b. on the use and discharge of harmful or noxious substances and material; c. on the disposal of oil and oily mixtures and the use and disposal drilling - Fluids and cutting and analytical measurement; d. on removal of installations and the related financial aspects; e. on installation safety measures including health and safety requirements; f. on minimum standards of qualification for professionals and crews; g. on authorisation requirements based on the above-mentioned Standards; - A report assessing national, regional and international rules, procedures and practices regarding liability and compensation for loss and damage resulting from the activities dealt with in the Offshore Protocol. <p>SO 9: To establish regional offshore monitoring procedures and programmes, to be developed in line with the EcAp Roadmap and in particular with the Integrated Monitoring and Assessment Programme.</p> <p>SO 10: To report on the implementation of the Action Plan.</p>
			1. Protocole ASP/DB

Interactions identifiées	Dispositions pertinentes du Protocole GIZC	Instruments juridiques et politiques pertinents	Dispositions et directives connexes	
			immédiats ou à long terme, y compris l'impact cumulatif des projets et activités envisagés par les études d'impact sur l'environnement (art. 17).	
			27. PA pour la conservation des habitats et espèces associés aux monts sous-marins, aux grottes sous-marines et canyons, aux fonds durs aphotiques et aux phénomènes chimio-synthétiques en mer Méditerranée.	
			7. MSSD 2016-2025 Obj.1 (SDG 14): Ensuring sustainable development in marine and coastal areas. SD: Strengthen implementation of and compliance with the Barcelona System and relates; Establish and enforce regulatory mechanisms, including MSP, to prevent and control unsustainable open ocean resource exploitation. Obj.5 (SDG 8, 9, 12): Transition towards a green and blue economy. SD: Create green and decent jobs for all; Review the definitions and measurement of development, progress and well-being; Promote sustainable consumption and production patterns; Encourage environmentally-friendly and social innovation; Promote the integration of sustainability principles and criteria into decision-making on public and private investment; Ensure a greener and more inclusive market that integrates the true environmental and social cost of products and services to reduce social and environmental externalities. Target: By 2025, the majority of Mediterranean Countries are committed to green or sustainable public procurement programmes.	
	Utilisation des ressources naturelles spécifiques : extraction de sable et exploitation minières des minéraux	Art. 9, co. 1 et 2, lett. e Articles 5 et 6 Art. 8 Art 23, co. 2 Articles 17 et 18, 14, 19 et 29, 27 et 28	11. CRACC	
			Orientation stratégique 1.2 (Promouvoir des cadres institutionnels et politiques adéquats) – les priorités incluent : évaluation des risques et des impacts en ce qui concerne le changement climatique afin des investissements majeurs en infrastructures dans les zones marines et côtières. Orientation stratégique 4.1 (Comprendre la vulnérabilité) – les priorités incluent : la vulnérabilité et les interactions des secteurs, y compris l'énergie.	
			15. RP on Marine Litter	Article 9 Prevention of marine litter - (8): measures to prevent marine littering from dredging activities in line with guidelines developed in the frame of the dumping protocol.
			5.Hazardous wastes Protocol	Article 8 stipulate regional cooperation for clean production method regarding wastes with heavy metals (Annex I), of ecotoxic nature (Annex II), when release into seas/oceans (Annex III).
1. Protocole ASP/DB	Même avec le respect de l'aquaculture et les activités liées, toutes les mesures nécessaires doivent être prises afin de protéger, préserver et gérer de manière durable et respectueuse de l'environnement les espèces de la flore et de la faune			

Interactions identifiées	Dispositions pertinentes du Protocole GIZC	Instruments juridiques et politiques pertinents	Dispositions et directives connexes
			<p>menacées ou en voie de disparition, et les espaces ayant une valeur naturelle ou culturelle particulière (Art. 3). Dans le processus de planification qui pourrait affecter de manière significative les aires protégées, les espèces et leurs habitats, évaluer et prendre en compte les éventuels impacts directs ou indirects, immédiats ou à long terme, y compris l'impact cumulatif des projets et activités envisagés par les études d'impact sur l'environnement (art. 17).</p>
			<p>27. PA pour la conservation des habitats et espèces associés aux monts sous-marins, aux grottes sous-marines et canyons, aux fonds durs aphotiques et phénomènes chimio-synthétiques en mer Méditerranée.</p>
			<p>7.MSSD 2016-2025</p> <p>Obj.1 (SDG 14): Ensuring sustainable development in marine and coastal areas. SD: Strengthen implementation of and compliance with the Barcelona System and relates; Establish and enforce regulatory mechanisms, including MSP, to prevent and control unsustainable open ocean resource exploitation.</p> <p>Obj.5 (SDG 8, 9, 12): Transition towards a green and blue economy. SD: Create green and decent jobs for all; Review the definitions and measurement of development, progress and well-being; Promote sustainable consumption and production patterns; Encourage environmentally-friendly and social innovation; Promote the integration of sustainability principles and criteria into decision-making on public and private investment; Ensure a greener and more inclusive market that integrates the true environmental and social cost of products and services to reduce social and environmental externalities. Target: By 2025, the majority of Mediterranean Countries are committed to green or sustainable public procurement programmes.</p>
			<p>11. CRACC</p> <p>Orientation stratégique 1.2 (Promouvoir des cadres institutionnels et politiques adéquats) – les priorités incluent : une approche intégrée pour la réduction des menaces non climatiques ayant une importante influence sur le risque et empêchant les capacités des communautés et écosystèmes à s’adapter au changement climatique, y compris l’extraction du sable.</p>
			<p>Activités maritimes :</p>

Interactions identifiées	Dispositions pertinentes du Protocole GIZC	Instruments juridiques et politiques pertinents	Dispositions et directives connexes
câbles et pipelines	Articles 5 et 6 Art. 8 Art 23, co. 2 Articles 17 et 18; 14, 19 et 29, 27 et 28		<p>effective and economically appropriate techniques; required the removal of installations, including pipelines, abandoned or disused, taking into account existing guidelines and standards. (Articles 1, 3, 4, 5 and 6, 20; Section III, articles 8-14). Sanctions shall be prescribed to be imposed for breach of obligations (Art 7).</p> <p>Safety measures shall be taken with regard to the design, construction, placement, equipment, marking, operation and maintenance of installations, having adequate equipment and devices to prevent and combat accidental pollution and facilitating prompt response to an emergency; the related contingency plans shall be coordinated and established in accordance with guidelines adopted by the competent international organisation and with the provisions of Annex VII of the Offshore Protocol (Articles 15 and 16, Annex VII).</p>
		1. Protocole ASP/DB	<p>Même avec le respect des activités maritimes, toutes les mesures nécessaires doivent être prises afin de protéger, préserver et gérer de manière durable et respectueuse de l'environnement les espèces de la flore et de la faune menacées ou en voie de disparition, et les espaces ayant une valeur naturelle ou culturelle particulière (Art. 3). Dans le processus de planification qui pourrait affecter de manière significative les aires protégées, les espèces et leurs habitats, évaluer et prendre en compte les éventuels impacts directs ou indirects, immédiats ou à long terme, y compris l'impact cumulatif des projets et activités envisagés par les études d'impact sur l'environnement (art. 17).</p>
		7. MSSD 2016-2025	<p>Obj.1 (SDG 14): Ensuring sustainable development in marine and coastal areas.</p> <p>Obj.5 (SDG 8, 9, 12): Transition towards a green and blue economy. SD: Create green and decent jobs for all; Review the definitions and measurement of development, progress and well-being; Promote sustainable consumption and production patterns; Encourage environmentally-friendly and social innovation; Promote the integration of sustainability principles and criteria into decision-making on public and private investment; Ensure a greener and more inclusive market that integrates the true environmental and social cost of products and services to reduce social and environmental externalities. Target: By 2025, the majority of Mediterranean Countries are committed to green or sustainable public procurement programmes.</p>
		27. PA pour la conservation des habitats et espèces associés aux monts sous-marins, aux grottes sous-marines et canyons, aux fonds durs aphotiques et phénomènes chimio-synthétiques en mer Méditerranée.	

Interactions liées à l'état et aux **impacts sur** les aires marines et côtières

Interactions identifiées		Dispositions pertinentes du Protocole GIZC	Instruments juridiques et politiques pertinents	Dispositions et directives connexes
Zone côtière vers la terre	Paysages côtiers	Art. 11 Articles 5 et 6 Art. 8, co. 1 Art 23 Articles 17 et 18; 14, 19 et 29, 27 et 28	15. RP on Marine Litter	Article 10 – (c) international coastal clean-up campaigns ; (d) “ Adopt a beach ” and similar practices to enhance awareness. Article 11 – (1) assess state of marine litter and the impacts of marine litter on the coastal and marine environment.
			1. Protocole ASP/DB	Toutes les mesures nécessaires doivent être prises pour protéger, préserver et gérer de manière durable et respectueuse de l’environnement les espèces de la flore et de la faune menacées ou en voie de disparition, ainsi que les zones de grande valeur naturelle ou culturelle (art. 3). Dans le processus de planification qui pourrait affecter de manière significative les aires protégées, les espèces et leurs habitats, évaluer et prendre en compte les éventuels impacts directs ou indirects, immédiats ou à long terme, y compris l’impact cumulatif des projets et activités envisagés par les études d’impact sur l’environnement (art. 17). Toutes les mesures de protection nécessaires doivent être prises (articles 6, 7, 11, 12 et 13, 15 et 16, 18), y compris la surveillance continue des processus écologiques, de la dynamique des populations, des paysages ainsi que des impacts des activités humaines (article 7b).
			7. MSSD 2016-2025	Obj.1 (SDG 14): Ensuring sustainable development in marine and coastal areas Obj.4 (SDG 13): Addressing climate change as a priority issue for the Mediterranean. SD: Increase scientific knowledge, raise awareness, develop technical capacities to deal with climate change and ensure informed decision-making at all levels, recognising and protecting the climate adaptation and mitigation services of natural ecosystems; Accelerate the uptake of climate smart and climate resilient responses; Leverage existing and emerging climate finance mechanisms, including international and domestic instruments, and enhance the engagement of the private and finance sectors; Encourage institutional, policy and legal reforms for the effective mainstreaming of climate change responses into national and local development frameworks, particularly in the energy sector.

Interactions identifiées		Dispositions pertinentes du Protocole GIZC	Instruments juridiques et politiques pertinents	Dispositions et directives connexes
	Forêts et zones boisées du littoral	Art. 10, co. 3	1. Protocole ASP/DB	<p>Toutes les mesures nécessaires doivent être prises pour protéger, préserver et gérer de manière durable et respectueuse de l'environnement les espèces de la flore et de la faune menacées ou en voie de disparition, ainsi que les zones de grande valeur naturelle ou culturelle (art. 3). Dans le processus de planification qui pourrait affecter de manière significative les aires protégées, les espèces et leurs habitats, évaluer et prendre en compte les éventuels impacts directs ou indirects, immédiats ou à long terme, y compris l'impact cumulatif des projets et activités envisagés par les études d'impact sur l'environnement (art. 17).</p> <p>Toutes les mesures de protection nécessaires doivent être prises (articles 6, 7, 11, 12 et 13, 15 et 16, 18), y compris la surveillance continue des processus écologiques, de la dynamique des populations, des paysages ainsi que des impacts des activités humaines (article 7b).</p>
Interface terre-mer	Zones humides et estuaires	Art. 10, co. 1 Articles 5 et 6 Art. 8 Articles 17 et 18; 14, 19, 27	8. SAP-MED	In Chapter 5, the SAP-MED identified targets and priorities for the prevention, reduction and elimination of pollution. Chapter 5.3 focuses on physical alteration and destruction of habitats, with the aim of safeguarding ecosystem functions, habitats and species. ICZM programmes are among proposed activities.
			12. SCP AP	Introduction – SCP AP addresses key human activities (food, fisheries and agriculture; goods manufacturing; tourism; housing and construction) which have impact on the marine and coastal environment; these are main upstream drivers of pollution generation and pressures on ecosystems.
				28. RP on the reduction of inputs of Mercury; RP on the reduction of BOD5 in the food sector; on the phasing out of Hexabromodiphenyl ether, Heptabromodiphenyl ether, Tetrabromodiphenyl ether, and Pentabromodiphenyl ether; RP on the on the phasing out of lindane and endosulfane; RP on the phasing out of perfluorooctane sulfonic acid, its salts, and perfluorooctane sulfonyl fluoride; RP on the elimination of Alpha hexachlorocyclohexane, Beta hexachlorocyclohexane, Chlordecone, Hexabromobiphenyl, and Pentachlorobenzene. 29. RP on the Phasing Out of DDT; RP on the reduction of BOD5 from urban waste water; RP on the elimination of Aldrin, Chlordane, Dieldrin, Endrin, Heptachlor, Mirex, and Toxaphene.
			5. Hazardous wastes Protocol 3. Prevention and Emergency Protocol	The 2017 Mediterranean Quality Status Report indicate heavy metal in coastal sediment (riverine inputs and coastal diffuse runoff; urban and industrial areas; shipping and port development), with chronic sources (illicit discharges) from ships (though source from accidents is decreasing). Monitoring must be developed in heavy populated areas like estuaries and wetlands.
		1. Protocole ASP/DB	Toutes les mesures nécessaires doivent être prises pour protéger, préserver et gérer de manière durable et respectueuse de l'environnement les espèces de la flore et	

Interactions identifiées	Dispositions pertinentes du Protocole GIZC	Instruments juridiques et politiques pertinents	Dispositions et directives connexes
			<p>de la faune menacées ou en voie de disparition, ainsi que les zones de grande valeur naturelle ou culturelle (art. 3). Dans le processus de planification qui pourrait affecter de manière significative les aires protégées, les espèces et leurs habitats, évaluer et prendre en compte les éventuels impacts directs ou indirects, immédiats ou à long terme, y compris l'impact cumulatif des projets et activités envisagés par les études d'impact sur l'environnement (art. 17).</p> <p>Toutes les mesures de protection nécessaires doivent être prises (articles 6, 7, 11, 12 et 13, 15 et 16, 18).</p>
		7. MSSD 2016-2025	<p>Obj.1 (SDG 14): Ensuring sustainable development in marine and coastal areas.</p> <p>Obj.4 (SDG 13): Addressing climate change as a priority issue for the Mediterranean.</p> <p>SD: Increase scientific knowledge, raise awareness, develop technical capacities to deal with climate change and ensure informed decision-making at all levels, recognising and protecting the climate adaptation and mitigation services of natural ecosystems; Accelerate the uptake of climate smart and climate resilient responses; Leverage existing and emerging climate finance mechanisms, including international and domestic instruments, and enhance the engagement of the private and finance sectors; Encourage institutional, policy and legal reforms for the effective mainstreaming of climate change responses into national and local development frameworks, particularly in the energy sector.</p>
		11. CRACC	<p>Introduction – L'objectif principal du Cadre consiste à mettre en place une approche stratégique afin d'accroître la résilience des systèmes naturels et socio-économiques marins et côtiers méditerranéens face aux impacts du changement climatique.</p> <p>Orientation stratégique 1.5 (Intégrer l'adaptation au changement climatique dans les plans locaux pour la protection et la gestion des zones présentant un intérêt particulier) – incluant des réserves naturelles, points chauds naturels de la biodiversité et autres.</p> <p>Objectif opérationnel 4.1 (Comprendre la vulnérabilité) – les priorités incluent : la cartographie des écosystèmes marins et côtiers et évaluation du rôle des services qu'ils fournissent à la résilience du climat.</p>
	Dunes	Art. 10, co. 4 Articles 5 et 6	1. Protocole ASP/DB

Interactions identifiées	Dispositions pertinentes du Protocole GIZC	Instruments juridiques et politiques pertinents	Dispositions et directives connexes
			<p>culturelle (art. 3). Dans le processus de planification qui pourrait affecter de manière significative les aires protégées, les espèces et leurs habitats, évaluer et prendre en compte les éventuels impacts directs ou indirects, immédiats ou à long terme, y compris l'impact cumulatif des projets et activités envisagés par les études d'impact sur l'environnement (art. 17).</p> <p>Toutes les mesures de protection nécessaires doivent être prises (articles 6, 7, 11, 12 et 13, 15 et 16, 18), y compris la surveillance continue des processus écologiques, de la dynamique des populations, des paysages ainsi que des impacts des activités humaines (article 7b).</p>
		9. PAS BIO	<p>Le PAS BIO est le document de base de la CPR et de l'EcAp, qui fournit des principes, des mesures et des actions prioritaires concrètes et coordonnées, des cibles pertinentes, des objectifs, ainsi que des actions spécifiques aux niveaux national, transfrontalier et régional pour la conservation de la biodiversité marine et côtière méditerranéenne, dans le cadre de l'utilisation durable et par la mise en œuvre du protocole ASP/DB.</p> <p>Objectifs : améliorer les connaissances ; gestion des AP marines et côtières ; protection des espèces et des habitats menacés d'extinction ; renforcement de la législation et renforcement des capacités ; efforts de collecte de fonds. Entre autres, approuver des actions concrètes et pratiques visant à réduire les causes , modifier les conditions (réduction du stress), prévention et atténuation des impacts, qui sont défavorables à la conservation de la biodiversité, implémenter des actions communes globales des centres et programmes du PAM liés concernant des aspects plus vastes de la conservation de la biodiversité, promotion et implémentation des actions, des programmes et des campagnes participatifs; informer et sensibiliser le public à la conservation de la biodiversité.</p>

Interactions identifiées		Dispositions pertinentes du Protocole GIZC	Instruments juridiques et politiques pertinents	Dispositions et directives connexes
	Erosion côtière	Art. 23 Articles 5 et 6 Art. 8 Articles 17 et 18, 14, 19 et 27	7. MSSD 2016-2025	Obj.1 (SDG 14): Ensuring sustainable development in marine and coastal areas. Obj.4 (SDG 13): Addressing climate change as a priority issue for the Mediterranean. SD: Increase scientific knowledge, raise awareness, develop technical capacities to deal with climate change and ensure informed decision-making at all levels, recognising and protecting the climate adaptation and mitigation services of natural ecosystems; Accelerate the uptake of climate smart and climate resilient responses; Leverage existing and emerging climate finance mechanisms, including international and domestic instruments, and enhance the engagement of the private and finance sectors; Encourage institutional, policy and legal reforms for the effective mainstreaming of climate change responses into national and local development frameworks, particularly in the energy sector.
			11. CRACC	Orientation stratégique 1.2 (Promouvoir des cadres institutionnels et politiques adéquats) – les priorités incluent : une approche intégrée pour la réduction des menaces non climatiques ayant une importante influence sur le risque et empêchant les capacités des communautés et écosystèmes à s’adapter au changement climatique, incluant extraction du sable et les barrages . Orientation stratégique 4.1 (Comprendre la vulnérabilité) – les priorités incluent : les configurations affectant les dynamiques du littoral .
Zone côtière vers la mer	Espèces et habitats marins	Art 10, co. 2 Art 16, co. 1 (inventaires) Articles 5 et 6 Art. 8 Articles 17 et 18, 14, 19 et 29, 27 et 28	2. LBS Protocol	Potential impacts on marine ecosystems, habitats and species (Annex II) shall be taken in consideration when applying the Protocol and in particular when authorizing point source discharge (Article 6).
			8. SAP-MED	In Chapter 5, the SAP-MED identified targets and priorities for the prevention, reduction and elimination of pollution, considering these factors: (i) degradation of the marine environment , (ii) perturbation of the biological diversity , (iii) land-based origin, (iv) transboundary nature (Chapter 4). Chapter 5.3 focuses on physical alteration and destruction of habitats, with the aim of safeguarding the ecosystem functions, habitats and species. ICZM programmes are among proposed activities .
			12. SCP AP	Introduction – SCP AP addresses key human activities (food, fisheries and agriculture; goods manufacturing; tourism; housing and construction) which have impact on the

Interactions identifiées	Dispositions pertinentes du Protocole GIZC	Instruments juridiques et politiques pertinents	Dispositions et directives connexes
			marine and coastal environment; these are main upstream drivers of pollution generation and pressures on ecosystems.
		15. RP on Marine Litter	<p>Article 4 – Objective (a): prevent and reduce marine litter pollution in the Mediterranean and its impact on ecosystem services, habitats and species.</p> <p>Article 10 – (a) identify hot spots of marine litter and implement programmes for their removal; (b) national marine litter clean-up campaigns.</p> <p>Article 11 – (1) assess state of marine litter and the impacts of marine litter on the coastal and marine environment.</p>
			<p>28. RP on the reduction of inputs of Mercury; RP on the reduction of BOD5 in the food sector; on the phasing out of Hexabromodiphenyl ether, Hetabromodiphenyl ether, Tetrabromodiphenyl ether, and Pentabromodiphenyl ether; RP on the on the phasing out of lindane and endosulfane; RP on the phasing out of perfluorooctane sulfonic acid, its salts, and perfluorooctane sulfonyl fluoride; RP on the elimination of Alpha hexachlorocyclohexane, Beta hexachlorocyclohexane, Chlordecone, Hexabromobiphenyl, and Pentachlorobenzene.</p> <p>29. RP on the Phasing Out of DDT; RP on the reduction of BOD5 from urban waste water; RP on the elimination of Aldrin, Chlordane, Dieldrin, Endrin, Heptachlor, Mirex, and Toxaphene.</p>
		6. Dumping Protocol	Dumping of wastes and other materials is prohibited (Article 4). Dumping (Article 3) is defined as any “ deliberate disposal at sea of wastes or other matter from ships and aircraft” as well as any “deliberate disposal or storage and burial of wastes or other matter on the seabed or in the marine subsoil ”. Protection of marine habitats is one goal of the Protocol.
		5. Hazardous wastes Protocol 3. Prevention and Emergency Protocol	Chronic sources (illicit discharges) from ships whilst source from accidents is decreasing (2017 Mediterranean Quality Status Report).
		10. Strategy on pollution from ships	Under section 4, there are 3 specific objectives related to habitats and marine life (Nb. 2, 12, 13) regarding ships’ biofouling in order to minimize the transfer of invasive aquatic species (2), the identification of Particularly Sensitive Sea Areas –PSSA- (12), and the reduction of marine noise caused by ships (13). This imply that the application of the 2011 Guidelines for control and management of ship’s biofouling and report to IMO accordingly (2), initiate the process of requesting IMO to enable the designation of PSSAs with support from REMPEC and RAC/SPA (12), and urge designers, shipbuilders, and operators to implement noise mitigation strategies on board their ships.

Interactions identifiées	Dispositions pertinentes du Protocole GIZC	Instruments juridiques et politiques pertinents	Dispositions et directives connexes
		14. Strategy on ballast water	Consistent with the requirements and standards of the BWM Convention, this strategy is focused on ship's ballast water control and management in regard to the possible release of ' invasive alien species ', meaning ' harmful aquatic organisms and pathogens ' as defined in Article 1.8 of the 2004 International Convention for the Control and Management of Ships' ballast Water and Sediments (BWM Convention). A first assessment of the strategy was made by REMPEC (REMPEC/WG.41/7, 10 May 2017).
		4.Offshore Protocol	Special measures shall be taken to prevent, abate, combat and control pollution arising from activities concerning exploration and/or exploitation of the resources , including special restrictions or conditions when granting authorisations, such as the EIA and the elaboration of special provisions concerning monitoring, removal of installations and prohibition of any discharge ; and intensified exchange of information among operators, the competent authorities, Parties and the Organisation regarding matters which may affect protected areas. (Art 21)
		13.Mediterranean Offshore AP	Appendix III - Indicative Potential Research and Development Topics: EIA on noise generated by offshore activities; marine environment monitoring; response to marine pollution through EIA of multiple in situ burning operations on major oil spills from offshore platforms, EIA of extended use of dispersants on major oil spills from offshore platforms, oil spill monitoring and forecasting modelling, Mediterranean offshore oil spill risk assessment study and tool.
		1. Protocole ASP/DB	Des mesures de protection doivent être prises pour protéger, préserver et gérer de manière durable et respectueuse de l'environnement les espèces de la flore et de la faune menacées ou en voie de disparition, ainsi que les zones de grande valeur naturelle ou culturelle (art. 3). À cette fin, certains outils et processus spécifiques sont nécessaires: coopération; identification et compilation d'inventaires des composantes de la diversité biologique importants pour sa conservation et son utilisation durable; adoption de stratégies, plans et programmes incluant la conservation de la diversité biologique et l'utilisation durable des ressources biologiques marines et côtières; surveiller les éléments constitutifs de la diversité biologique, identifier les processus et les catégories d'activités qui ont ou sont susceptibles d'avoir un impact négatif important sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique, et surveiller leurs effets (Articles 3, 4 et 5). Dans le processus de planification qui pourrait affecter de manière significative les aires protégées, les espèces et leurs habitats, évaluer et prendre en compte les éventuels impacts directs ou indirects,

Interactions identifiées	Dispositions pertinentes du Protocole GIZC	Instruments juridiques et politiques pertinents	Dispositions et directives connexes
			<p>immédiats ou à long terme, y compris l'impact cumulatif des projets et activités envisagés par les études d'impact sur l'environnement (art. 17).</p> <p>Des mesures de protection doivent être prises, notamment pour interdire le déversement ou le rejet de déchets et autres substances susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à l'intégrité de la zone; réglementer le passage des navires et tout arrêt ou ancrage; réglementer l'introduction d'espèces non indigènes, d'espèces génétiquement modifiées et d'espèces présentes ou ayant été présentes dans la région ; réglementer ou interdire toute activité d'exploration ou de modification du sol ou d'exploitation du sous-sol de la partie terrestre, du fond de la mer ou de son sous-sol; réglementer l'activité de la recherche scientifique; réglementer ou interdire la pêche, la chasse, la capture d'animaux et la récolte de plantes ou leur destruction, le commerce d'animaux, de parties d'animaux, de plantes, de parties de plantes originaires de la région ; réglementer et interdire toute autre activité ou acte de nature à nuire à l'espèce, à la perturber ou à mettre en danger l'état de conservation des écosystèmes ou des espèces ou à porter atteinte aux caractéristiques naturelles ou culturelles de la région; adopter toute autre mesure visant à sauvegarder les processus écologiques et biologiques et le paysage; adopter des mesures de planification, de gestion, de surveillance et de suivi, des inventaires, des lignes directrices et des critères communs (articles 6, 7, 11, 12, 13, 15 et 16, 18).</p>
		9. PAS BIO	<p>Le PAS BIO est le document de base de la CPR et de l'EcAp, qui fournit des principes, des mesures et des actions prioritaires concrètes et coordonnées, des cibles pertinentes, des objectifs, ainsi que des actions spécifiques aux niveaux national, transfrontalier et régional pour la conservation de la biodiversité marine et côtière méditerranéenne, dans le cadre de l'utilisation durable et par la mise en œuvre du protocole ASP/DB.</p> <p>Objectifs : améliorer les connaissances ; gestion des AP marines et côtières ; protection des espèces et des habitats menacés d'extinction ; renforcement de la législation et renforcement des capacités ; des efforts de collecte de fonds. Entre autres, approuver des actions concrètes et pratiques visant à réduire les causes, modifier les conditions (réduction du stress), prévention et atténuation des impacts, qui sont défavorables à la conservation de la biodiversité, implémenter des actions communes globales des centres et des programmes du AMP concernés en relation avec des aspects plus vastes de la conservation de la biodiversité; promouvoir et implémenter des actions,</p>

Interactions identifiées	Dispositions pertinentes du Protocole GIZC	Instruments juridiques et politiques pertinents	Dispositions et directives connexes
			programmes et campagnes participatifs; information et sensibilisation du public à la conservation de la biodiversité .
		16. Feuille de route des AMP	La feuille de route inclue des actions recommandées parfaitement en cohérence avec le processus EcAp avec les principaux objectifs (O) suivants : O.1 : Renforcer les réseaux des aires protégées aux niveaux national et méditerranéen, y compris en haute mer et dans les zones situées au-delà des juridictions nationales (ABNJ), sous forme de contribution aux buts et objectifs pertinents convenus mondialement O.2 : Améliorer le réseau des AMP méditerranéennes par le biais d'une gestion efficace et équitable O.3 : Encourager le partage des avantages environnementaux et socio-économiques des AMP méditerranéennes et l'intégration des AMP dans le contexte plus large de l'utilisation durable du milieu marin et de la mise en œuvre des approches écosystémique et de planification de l'espace maritime. O.4 : Assurer la stabilité du réseau des AMP méditerranéennes en améliorant leur durabilité financière
		7. MSSD 2016-2025	Obj.1 (SDG 14): Ensuring sustainable development in marine and coastal areas. SD: Strengthen implementation of and compliance with the Barcelona System and relates; Establish and enforce regulatory mechanisms, including MSP, to prevent and control unsustainable open ocean resource exploitation. Target: By 2020, conserve at least 10 per cent of coastal and marine areas, consistent with national and international law and based on best available scientific information. Obj.2 (SDG 2, 15, 6): Promoting resource management, food production and food security through sustainable forms of rural development. SD: promotion of networks of ecologically protected areas, enhancing stakeholder awareness on the value of ecosystem services and the implications of biodiversity loss. Target: Take urgent and significant action to reduce the degradation and fragmentation of natural habitats, halt the loss of biodiversity and, by 2020, protect and prevent the

Interactions identifiées	Dispositions pertinentes du Protocole GIZC	Instruments juridiques et politiques pertinents	Dispositions et directives connexes
			<p>extinction of threatened species, and take further action as needed by 2030.</p> <p>Obj.4 (SDG 13): Addressing climate change as a priority issue for the Mediterranean. SD: Increase scientific knowledge, raise awareness, develop technical capacities to deal with climate change and ensure informed decision-making at all levels, recognising and protecting the climate adaptation and mitigation services of natural ecosystems; Accelerate the uptake of climate smart and climate resilient responses; Leverage existing and emerging climate finance mechanisms, including international and domestic instruments, and enhance the engagement of the private and finance sectors; Encourage institutional, policy and legal reforms for the effective mainstreaming of climate change responses into national and local development frameworks, particularly in the energy sector.</p>
		<p>11. CRACC</p>	<p>Introduction – l’objectif principal du CRACC consiste à mettre en place une approche stratégique afin d’accroître la résilience des systèmes naturels et socio-économiques marins et côtiers méditerranéens face aux impacts du changement climatique.</p> <p>Orientation stratégique 1.5 (Intégrer l’adaptation au changement climatique dans les plans locaux pour la protection et la gestion des zones présentant un intérêt particulier) – incluant des réserves naturelles, points chauds naturels de la biodiversité et autres.</p> <p>Objectif opérationnel 4.1 (Comprendre la vulnérabilité) – les priorités incluent : la sensibilité et la capacité d’adaptation des espèces marines (y compris l’introduction d’espèces exotiques), la cartographie et le rôle de la résilience des écosystèmes marins, la vulnérabilité des AMP.</p>
			<p>19.PA pour la gestion du phoque moine 20 PA pour la conservation des tortues marines 21 PA pour la conservation des cétacés 22.PA pour la conservation de la végétation marine 23.PA pour la conservation des espèces d’oiseaux inscrites en annexe II du protocole ASP/DB 24.PA pour la conservation des poissons cartilagineux (Chondrichthyens) en Méditerranée 25.PA relatif aux introductions d’espèces et aux espèces envahissantes 26.PA pour la conservation du coralligène et des autres bioconstructions en Méditerranée 27.PA pour la conservation des habitats et espèces associés aux monts sous-marins, aux grottes sous-marines et canyons, aux fonds durs aphotiques, et phénomènes chimio-synthétiques en mer Méditerranée</p>

Interactions identifiées		Dispositions pertinentes du Protocole GIZC	Instruments juridiques et politiques pertinents	Dispositions et directives connexes
Autres éléments	Cultural heritage (<i>from land to sea</i>)	Art 13, co. 1 and 2 (in situ conservation), co. 3 (underwater cultural heritage) Articles 5 and 6 Art. 8 Articles 17 and 18; 14, 19, 27	-----	<p>Analysed key documents of Erreur ! Source du renvoi introuvable. do not contain specific provisions or guidelines related to cultural heritage.</p> <p>Besides being addressed clearly by the ICZM Protocol, the issue is somehow considered in the Barcelona Convention that refers to: “Partnership in social, cultural and human affairs: developing human resources, promoting understanding between cultures and exchanges between civil societies”.</p> <p>Additional important references are: (i) the 2001 UNESCO Convention on the protection of the underwater cultural heritage, inviting States to cooperate at the regional level to foster in situ conservation and to prohibit the commercial exploitation of underwater cultural heritage; (ii) the 2003 UNESCO Convention for safeguarding intangible cultural heritage.</p>
	Iles	Art. 12 Articles 5 et 6 Art. 8 Articles 17 et 18, 14, 19, 27	-----	<p>Comme la Méditerranée comprend 162 îles de plus de 10 km² et près de 4,000 petits îlots, le protocole GIZC (art. 12) encourage une gestion et une protection spéciale de ces zones, en tenant compte de leurs caractéristiques spécifiques. Cela n'implique pas nécessairement le développement des stratégies, de plans et de programmes particulièrement axés sur ces domaines, mais signifie que leur nature spécifique doit au moins être prise en compte dans les instruments basés sur des programmes.</p> <p>Cela implique également que tous les documents clés du tableau 4 et leurs dispositions / directives analysées dans les lignes ci-dessus du présent tableau 7 pourraient être pertinents (basés sur des caractéristiques spécifiques du site) pour ces zones, en prenant notamment en considération quatre zones clés pour les îles : biodiversité, ressources en eau, approvisionnement en énergie et prévention des catastrophes.</p>

6. Appendice 2

Tableau 3 : Canevas pour encadrer les activités côtières et maritimes selon l'approche *DPSIR* et les relier au système de mesures de la Convention de Barcelone (PAM/IMAP). Ci-dessous l'agriculture est prise comme exemple.

	A TERRE					ZONE COTIERE				EN MER – LAGUNE - ILES – OFFSHORE					
Force motrice économique	Pression	Etat	Impact (ES)	IMAP OE IC		Pression	Etat	Impact (ES)	IMAP OE IC		Pression	Etat	Impact (ES)	IMAP OEs IC	
	Type d'activité			Indicateurs basés sur les pression-impact-état	Type d'activité				Indicateurs basés sur les pression-impact-état	Type d'activité				Indicateurs basés sur les pression-impact-état	
1) Agriculture	Cultures (toutes)	Altérations hydrologiques	Détournements fluviaux	Détérioration des habitats	COTE (OE8) : Cl25	Cultures (toutes)	Ruissellement/rivière (produits chimiques organochlorés et autres)	Contamination côtière/pollution Eutrophisation	Détérioration des habitats Contamination des fruits de mer	BIODIVERSITE (OE1) : Cl1-Cl5 EUTROPHISATION (EO5) : Cl13-Cl14 CONTAMINATION (OE9) : Cl17, Cl18, Cl20	Cultures (effets en mer)	Ruissellement/rivière (produits chimiques organochlorés et autres)	Contamination/pollution côtière et offshore Eutrophisation	Détérioration des écosystèmes Contamination des fruits de mer	BIODIVERSITE (OE1) : Cl1-Cl5 EUTROPHISATION (EO5) : Cl13-Cl14 CONTAMINATION (OE9) : Cl17, Cl18, Cl20

	A TERRE					ZONE COTIERE					EN MER – LAGUNE - ILES – OFFSHORE				
Force motrice économique	Pression	Etat	Impact (ES)	IMAP OE IC		Pression	Etat	Impact (ES)	IMAP OE IC		Pression	Etat	Impact (ES)	IMAP OEs IC	
	Type d'activité			Indicateurs basés sur les pression-impact-état	Type d'activité				Indicateurs basés sur les pression-impact-état	Type d'activité				Indicateurs basés sur les pression-impact-état	
		Changements géomorphologiques	Altération des sols	Perte de biodiversité Population (espèces) en déclin	COTE (OE8) : cCl25	Cultures (toutes)	Ruissellement (déchets rivière)	Occurrence des déchets côtiers (plage, surface et fond marin)	Espèces menacées Ressources naturelles affectées Atteinte visuelle des paysages	BIODIVERSITE (OE1) : Cl1-Cl5 DECHETS MARINS (OE10) : Cl22, Cl, cCl24	Cultures (effets en mer)	Ruissellement (déchets rivière)	Présence de déchets (surface, colonne d'eau, fond marin et fond de mer)	Espèces menacées Ressources naturelles affectées Détérioration des écosystèmes marins	BIODIVERSITE (OE1) : Cl1-Cl5 DECHETS MARINS (OE10) : Cl22, Cl, cCl24
	Culture terres	Usage des sols	Dégradation des terres	Dégradation des sols (contaminés, inertes)	COTE (OE8) : cCl25	Cultures (toutes)	Modifications des flux sédimentaires vers la mer	Erosion côtière	Diminution de la surface côtière (plages, dunes, etc.)	Cl16	Cultures (effets en mer)	Modifications des flux sédimentaires vers la mer	Subsidence, dynamique sédimentaire	Perte de zone côtière	Cl16
	Culture en zone humide	Usage des zones humides	Dégradation des zones humides	Risque d'inondation Approvisionnement en eau propre	COTE (OE8) : cCl25	Cultures de delta	Usage du delta	Dégradation du delta (contaminé, inerte)	Ressources exploitées affectées	Cl16	Cultures (cueillettes)	Récolte côtière de micro-et macroalgues	Altérations de l'habitat	Ressources naturelles affectées	N/A

Tableau 4 : Feuille de calcul Excel pour l'évaluation du nombre d'éléments potentiellement relatifs à la zone côtière. Ci-dessous l'agriculture est prise comme un exemple.²

ITEM SCORES (choose YES/NO)		Yes (1)			NO (0)										
Overall items (Ecosystem Services) affecting the ICZM (%)														98.3	
Economic (Driver)	LANDWARD - INLAND				ITEMS SCORE	COASTAL AREA				ITEMS SCORE	SEAWARD - LAGOONS - ISLANDS - OFFSHORE				ITEMS SCORE
	Activity type	Pressure	State	Impact (Ecosystem)	% of total items	Activity type	Pressure	State	Impact (Ecosystem)	% of total items	Activity type	Pressure	State	Impact (Ecosystem)	% of total items
1) Agriculture	Crops (any)	Hydrological alterations	River diversions	Habitats deterioration	1	Crops (any)	Runoff/River (organochlorinated and other chemicals)	Coastal contamination/pollution Eutrophication	Habitats deterioration seafood contamination	0	Crops (effects seaward)	Runoff/River (organochlorinated and other chemicals)	Coastal and offshore contamination/pollution Eutrophication	Ecosystems deterioration Seafood contamination	0
	Crops (any)	Geomorphological changes	Land alteration	Loss of biodiversity/ Population (species) decreases	1	Crops (any)	Runoff (river litter)	Coastal litter occurrence (beach, surface and seabed)	Species threaten Natural resources affected Landscape visual impairment	1	Crops (effects seaward)	Runoff (river litter)	Coastal litter occurrence (surface, water column, seabed and deep-sea bed)	Long-lived species threaten Natural resources affected Marine ecosystems deterioration	1
	Land crops	Land use	Land degradation	Soil degradation (contaminated, inert)	1	Crops (any)	Seaward sediment flux alterations	Coastal erosion	Coastal surface decrease (beaches, dunes, etc.)	1	Crops (effects seaward)	Seaward sediment flux alterations	Subsidence, unsustainable coastline	Loss of coastline	1
	Wetland crops	Wetlands use	Wetlands degradation	Flooding vulnerability / Clean water provision	1	Deltaic crops	Delta use	Delta degradation (contaminated, inert)	Exploited resources affected	1	Crops (harvesting)	Coastal micro- and macro algae harvesting	Habitat alterations	Natural resources affected	1

² Tableau 4 and Tableau 5 represent just the initial parts of longer Excel spreadsheets, which include a complete analysis of the entire set of activities affecting the coast. The percentage scores included in both Tables refer to the entire analysis (i.e. the one contained in the Excel spreadsheets) and are not coherent with the limited information reported as example in such tables. The complete analysis is available in the information document “Coupling of management systems and measurement systems for an operational framework of the ICZM Protocol in the Mediterranean Sea”.

Tableau 5 : Feuille de calcul Excel pour l'évaluation de la magnitude des impacts. Ci-dessous l'agriculture est prise comme un exemple.³

IMPACT SCORES ESTIMATION		None (0)		Low (1)		Moderate (2)		High (3)							
(choose 0, 1, 2 or 3 to estimate impact)															
Overall of Pressure-Impact (Ecosystem Services) at the ICZM (%)									98.3						
	LANDWARD - INLAND				IMPACT SCORE	COASTAL AREA				IMPACT SCORE	SEAWARD - LAGOONS - ISLANDS - OFFSHORE				IMPACT SCORE
Economic (Driver)	Pressure	State	Impact (Ecosystem)	% of maximum impact	Activity type	Pressure	State	Impact (Ecosystem)	% of total impacts	Activity type	Pressure	State	Impact (Ecosystem)	% of total impacts	
	Activity type				Activity type					Activity type					
1) Agriculture	Crops (any)	Hydrological alterations	River diversions	Habitats deterioration	2	Crops (any)	Runoff/River (organochlorinated and other chemicals)	Coastal contamination/pollution Eutrophication	Habitats deterioration seafood contamination	1	Crops (effects seaward)	Runoff/River (organochlorinated and other chemicals)	Coastal and offshore contamination/pollution Eutrophication	Ecosystems deterioration Seafood contamination	0
	Crops (any)	Geomorphological changes	Land alteration	Loss of biodiversity/Population (species) decreases	3	Crops (any)	Runoff (river litter)	Costal litter occurrence (beach, surface and seabed)	Species threaten Natural resources affected Landscape visual impairment	3	Crops (effects seaward)	Runoff (river litter)	Costal litter occurrence (surface, water column, seabed and deep-sea bed)	Long-lived species threaten Natural resources affected Marine ecosystems deterioration	3
	Land crops	Land use	Land degradation	Soil degradation (contaminated, inert)	3	Crops (any)	Seaward sediment flux alterations	Coastal erosion	Coastal surface decrease (beaches, dunes, etc.)	3	Crops (effects seaward)	Seaward sediment flux alterations	Subsidence, unsustainable costaline	Loss of coastline	3
	Wetland crops	Wetlands use	Wetlands degradation	Flooding vulnerability / Clean water provision	3	Deltaic crops	Delta use	Delta degradation (contaminated, inert)	Exploited resources affected	3	Crops (harvesting)	Coastal micro- and macro algae harvesting	Habitat alterations	Natural resources affected	3

³ See previous footnote.